

la bien connaître, tâche rendue presque aisée par les admirables discussions des logographes. Des discussions de ce genre, qui sont souvent des modèles de précision juridique et d'élévation morale, sont tout à l'honneur des juges qui méritaient qu'on leur parlât un si beau langage. Que la faveur et la passion décidassent parfois de la sentence, c'est trop évident, puisque ces juges étaient des hommes, et que les causes à juger étaient souvent des causes politiques. Même dans les causes purement civiles, on voit d'habitude les plaideurs invoquer à l'appui de leurs arguments juridiques le souvenir des services rendus par eux à la démocratie et faire vibrer les sentiments. Il n'en est pas moins vrai que, dans l'ensemble, les plaidoyers athéniens nous donnent une idée favorable des juges et que le tribunal des Hélistes n'était pas une mauvaise école pour le citoyen.

Il faut en dire autant des innombrables charges que chaque citoyen avait sans cesse à remplir à tour de rôle, depuis les plus hautes, comme l'archontat, jusqu'aux plus modestes, comme la surveillance des marchés ou des rues. Il n'y en avait pas une seule qui ne mît l'Athénien en contact direct avec la réalité des choses, qui ne l'obligeât à faire preuve de vigilance, de respect des lois, et qui n'entraînât pour lui des responsabilités de nature à le faire réfléchir sur ses devoirs envers

la cité. C'était là, sans aucun doute, un élément efficace d'éducation politique.

Voici maintenant les inconvénients de ce système.

La parole y tenait une place qu'on peut juger excessive. Toutes les affaires se discutaient en public, devant la foule, et le talent de la parole, indispensable pour se faire écouter d'une assemblée nombreuse, y prenait forcément une valeur quelque peu disproportionnée, au détriment des qualités moins brillantes de réflexion et de sagesse. Il est vrai que le peuple s'en rendait compte et qu'il se méfiait parfois de l'habileté des orateurs. Thucydide rapporte qu'Antiphon, le premier orateur de son temps, montait rarement à la tribune, parce que le peuple redoutait le prestige de son éloquence¹. Mais Antiphon avait plus d'une raison d'être suspect : c'était un ennemi déterminé de la démocratie, et ses sentiments n'étaient pas ignorés. Il est permis de penser que si sa politique eût été différente, la méfiance du peuple eût été moins en éveil. En fait, tous les hommes d'État athéniens, surtout depuis le milieu du v^e siècle, sont des orateurs d'une grande puissance de parole. Quelques-uns y joignent la force de la pensée, mais d'autres, semble-t-il, n'ont pas eu moins d'influence sans avoir le même genre de mérite. La

*N.B.
(Chesterton
on parliaments)*

*do not forget the
simplicity of poli-
tics at the time.*

1. THUC., VIII, 68, 1.

voix tonnante de Cléon, son action véhémence à la tribune, étaient d'importants facteurs de son succès. Démosthène ne cesse de mettre en garde les Athéniens contre la voix mélodieuse d'Eschine, et celui-ci, à son tour, avertit le peuple de ne pas se laisser prendre aux cris et aux serments de Démosthène, non plus qu'à ses phrases trop bien faites et à ses arguments captieux.

Ces luttes de parole, devant un peuple foncièrement artiste, tournaient forcément au spectacle oratoire. Démosthène encore dit quelque part qu'il ne s'agit pas de juger l'éloquence des orateurs, mais la justesse de leurs vues pour le salut de la patrie. Déjà le Cléon de Thucydide mettait le peuple en garde contre son habitude de voir trop souvent dans les grands débats de la tribune une joute sophistique d'esprit et d'éloquence¹. La tentation était forte, en effet, de se laisser griser par l'attrait du spectacle. Il y avait souvent un véritable drame dans ces joutes oratoires, où les orateurs s'engageaient de toute leur personne pour un enjeu qui pouvait être tragique. Il s'agissait parfois de leur fortune et même de leur existence. Le fond de la question risquait de disparaître ou de se voiler aux yeux du peuple, devant l'âpreté pathétique de ces luttes ardentes où les idées n'étaient pas seules en conflit, mais où l'individua-

1. THUCYDIDE, III, 37, 4-5.

lisme incoercible de l'esprit athénien introduisait un élément dangereux de rivalité personnelle et de haine. Le drame était trop intéressant pour laisser à la froide raison des auditeurs toute sa liberté. Eux-mêmes entraient dans le jeu, et c'était souvent leur passion qui décidait.

Un autre inconvénient de cet abus de la parole était de faire illusion parfois sur l'efficacité de son action. Chaque discussion aboutissait à un décret. Rien de mieux, à la condition que le décret fût raisonnable et qu'il fût exécuté. Mais il n'en était pas toujours ainsi. L'ardeur qui se dépensait autour de la tribune tombait parfois après la séance. Il semblait que le vote d'un décret terminât tout. Après qu'on s'était disputé avec passion pour ou contre une mesure à prendre, personne n'y songeait plus : le drame était achevé, et l'on n'avait plus la force de s'intéresser à ce qui se passait après la chute du rideau. Démosthène abonde, sur ce point, en reproches âpres et véhéments, qu'on sent vrais. Il parle de ces envois de renforts qu'on décrète, et qui n'existent que sur le papier (ἐπιστολιμαίους). Il dit aux Athéniens que ce qui importe pour rassurer les Grecs, ce n'est pas de faire de belles manifestations oratoires, car tout le monde sait que les paroles ne leur ont jamais manqué; mais c'est de montrer des actes, qu'on leur voit faire trop rarement. Il ne

Note all this. demande pas de grandes levées de troupes : il est trop facile de mettre dans une proposition des chiffres ronflants et vains ; il demande quelques mesures modestes, mais réellement exécutées. Tout cela revient à dire que l'Athénien, à force d'entendre de beaux discours et de rendre de beaux décrets, perd de vue la réalité ; que toute cette éloquence encourage au fond des âmes l'aptitude à se payer de mots ; qu'à force de parler, on oublie d'agir. La frivolité, la légèreté politique si souvent reprochées à la démocratie athénienne ont certainement leur source, pour une forte part, dans l'abus de la parole, et cet abus était trop conforme à quelques-uns des instincts de l'âme athénienne, ardente et imaginative, pour n'être pas singulièrement dangereux.

De là résultait aussi un excès de nervosité qui était naturel, sans doute, à la race, mais que cette manière de vivre devait développer. On n'abuse pas impunément des émotions trop fortes. Chez ce peuple de politiciens artistes, il était inévitable que la mobilité naturelle de l'imagination, excitée encore par le contact de tous dans des assemblées tumultueuses, s'exagérât parfois en impulsions désordonnées. Un événement imprévu pouvait faire perdre au peuple tout sang-froid. Ce n'est pas qu'il manquât de courage ni même d'héroïsme. Dans les dangers extrêmes, il était capable

de se ressaisir, et cela aussi bien à la veille de la domination macédonienne qu'au début de sa période glorieuse. Lorsque les Perses brûlèrent Athènes, le peuple, au lieu de se soumettre, monta sur ses vaisseaux et combattit à Salamine. Après Chéronée, l'Assemblée vota une couronne d'or à Démosthène. Mais dans des circonstances beaucoup moins graves, il perdait la tête : ainsi après la bataille des Arginuses et après la prise d'Élatée. A d'autres moments, il s'exaltait sans raison : vainqueur à Sphactérie, il refusa la paix à Lacédémone ; sur un bruit vague que Philippe est mort ou blessé, il s'abandonne à une joie délirante. On trouve sans cesse, dans son histoire, le même défaut d'équilibre : tantôt des espérances sans limites, par exemple au début de la guerre de Sicile, ou bien des découragements excessifs, qui se traduisent par l'abandon momentané de chefs populaires, comme Périclès ou Démosthène ; tantôt des cruautés contraires à sa nature (affaire de Mitylène), suivies de remords et de brusques retours ; des crédulités irréfléchies et des soupçons sans fondement ; des mouvements en tous sens qui devaient déconcerter et choquer la raison des philosophes.

Lack of equilibrium in Athenian politics.

Un autre défaut plus grave, chez ce peuple souverain, maître absolu de ses affaires, fut de se laisser aller peu à peu aux vices qui sont l'effet

ordinaire de la toute-puissance, quand celle-ci n'a pas pour contrepoids une raison supérieure ou une moralité intransigeante, aussi rares, à vrai dire, chez les individus que chez les peuples pris en masse. La toute-puissance crée naturellement l'orgueil, par une loi bien connue de la vieille morale grecque, qui en trouvait la démonstration dans les exemples des héros de la fable, des rois du passé et des Eupatrides contemporains : Hybris engendre Koros, qui à son tour engendre Até, la calamité divine et vengeresse. Le peuple ne pouvait échapper complètement à cette loi, qui a ses racines au plus profond de la nature humaine. Comme tous les puissants, il s'admira lui-même. Tous ses hommes d'Etat lui disaient sa force et sa gloire. Les honnêtes gens lui parlaient ainsi pour l'exciter à se montrer digne de lui-même. D'autres le flattèrent pour obtenir sa faveur : le mot « démagogue » est essentiellement athénien. L'orgueil, chez lui, se changea souvent en vanité puérile, facilement crédule aux discours flatteurs, ennemie des vérités désagréables. Tout n'est pas faux dans l'énorme bouffonnerie d'Aristophane imaginant son Pseudartabas, le faux ambassadeur du roi de Perse. Louis XIV lui-même, dit-on, fut dupe d'une histoire du même genre. Platon compare le peuple souverain à un tyran : chez l'un comme chez l'autre, il trouve une âme malade, prompt aux

soupçons, hostile à la vérité. Aristote emploie la même comparaison. Aristophane se moque aussi, à maintes reprises, de cet esprit soupçonneux qui fait voir partout au peuple des conjurés. Avouons cependant que ce n'était pas tout à fait sans raison, quelques années avant le coup d'État des Quatre-Cents. C'est la crainte de la vérité, sans doute, plus que l'« envie démocratique », qui explique certaines injustices du peuple à l'égard de ses meilleurs conseillers, un Aristide, un Phocion. Ce n'est pas qu'il fût l'ennemi de leur vertu, mais, par vanité, il ne pouvait croire à la vertu, c'est-à-dire à la sincérité, de ces hommes qui ne l'admiraient pas dans ses caprices. Ce vice, à vrai dire, n'est particulier ni à l'antiquité ni à la démocratie. Ajoutons, pour être juste, que si le peuple athénien n'en a pas été exempt, sa douceur naturelle l'a ordinairement préservé des pires excès de ce genre, et qu'il a été un tyran plutôt débonnaire. Aristide n'a été frappé que d'ostracisme, et Phocion, qui fut condamné à boire la ciguë, passait pour un ami de la Macédoine. C'est surtout à lui-même que le peuple a fait du tort le plus souvent, par sa facilité à croire ceux qui le flattaient plutôt que ceux qui l'avertissaient. Et n'oublions pas non plus que, quand il a trouvé un Démosthène, dont le patriotisme et le dévouement à la démocratie n'étaient pas suspects, il a su, malgré la

rude franchise du grand orateur, lui faire crédit et le maintenir au pouvoir même après l'échec final de sa politique.

Ceci nous amène à parler des chefs du peuple, de ses conseillers, plus indispensables à une démocratie, qui est une foule, qu'à un roi. En somme, beaucoup des défauts de la démocratie athénienne viennent de ce qu'elle a souvent manqué de direction. Dans quelle mesure ce défaut de direction est-il imputable soit à elle-même soit à ceux qui auraient pu et dû la diriger?

Lack of "direction" in Athenian democracy.

§ 2. — LES PARTIS ET LEURS CHEFS : LES ORATEURS.

Ne parlons pas des magistrats proprement dits. Nous avons vu que tous, sauf les stratèges et quelques magistrats financiers, sont tirés au sort. C'est assez dire qu'ils n'ont guère d'influence. On ne voit pas d'ailleurs que ces magistrats tirés au sort, dont le rôle est surtout administratif et judiciaire, se soient mal tirés de leur tâche en général. Tous les témoignages sont d'accord pour vanter le bon ordre qui présidait aux fêtes religieuses, si nombreuses à Athènes. Nous ne voyons nulle part la moindre preuve que les fonctions civiles et judiciaires aient été moins bien remplies. Quant aux stratèges et aux intendants des finances, il ne semble pas non plus que les choix fussent

ordinairement mauvais. L'élection de Cléon comme stratège est une exception évidente, et encore cette fantaisie tourna-t-elle bien la première fois, puisque Sphactérie fut prise. Le plus souvent, on appelle à ces postes des hommes du métier, parmi lesquels la proportion des incapables ne fut probablement pas plus forte que dans tout autre pays. Des aristocrates comme Cimon, Nicias, Timothée, Phocion furent élus stratèges à maintes reprises. Parmi les financiers, les noms d'Eubule et de Lycurgue sont synonymes de probité professionnelle et de compétence. On peut donc dire qu'en général les choix faits par le peuple n'étaient pas mauvais et surtout ne portaient aucune trace d'esprit sectaire. Aristote remarque même que la démocratie, pendant assez longtemps, nomma volontiers stratèges des hommes que l'illustration de leur famille recommandait plus que leur mérite personnel¹. — Mais l'influence politique d'un stratège, d'un intendant des finances, n'est pas par elle-même prépondérante : elle se mesure à son rôle comme orateur. Pendant la plus grande partie du v^e siècle, il arrive souvent que le même homme soit à la fois stratège et orateur écouté : ainsi Thémistocle, Aristide, Périclès, Nicias, Alcibiade. Plus tard, cela devient rare. Les deux fonctions se spécialisent; chacune est exercée par des

curious

1. *Const. Ath.*, 26, 1.

professionnels. L'orateur alors est un politicien proprement dit, et son influence est nettement distincte de celle du général. Elle est d'ailleurs la plus importante, puisque c'est lui qui dirige la politique et qui est le véritable chef du peuple (*προστάτης τοῦ δήμου*) ; chef librement accepté, sans titre officiel, et toujours révocable, mais dont l'autorité, purement morale, n'en est pas moins la première de toutes, puisqu'il incarne en sa personne l'âme de la cité, et donne un corps à ses volontés. Arrivons donc à ces véritables maîtres de la politique athénienne, les orateurs, et voyons ce qu'ils étaient.

On a souvent reproché à la démocratie athénienne la médiocre distinction intellectuelle et morale de ceux dont elle faisait ses favoris. Les hommes bien élevés, bien posés (*γνώριμοι, ἐπιεικεῖς*), étaient rares parmi eux. En revanche, on y trouvait des corroyeurs, des fabricants de lyres, des gens de basse naissance et d'éducation sommaire.

Mais il convient d'abord de remarquer que pour devenir un orateur influent, il fallait le vouloir. Or, beaucoup de ces hommes distingués ne le voulaient pas. Les uns étaient retenus par une timidité naturelle qui leur faisait redouter les tumultes de la place publique. Leur distinction même leur inspirait une fausse délicatesse qui leur rendait pénible le contact de la foule : ils n'étaient tout à

fait eux-mêmes que dans un cercle choisi, parmi leurs semblables et leurs pairs. Tel ce Charmide, fils de Glaucon, à qui Socrate, dans les *Mémoires*, reproche sa crainte des assemblées¹. D'autres, occupés de hautes pensées, adonnés à la philosophie, méprisaient les choses contingentes et se vantaient d'ignorer le chemin de l'Agora². D'autres encore, comme Isocrate, manquaient de voix, ou dédaignaient en artistes les à peu près de l'improvisation. Autant de forces perdues pour la vie publique. Beaucoup enfin, occupés de leurs affaires et de leurs intérêts privés, évitaient de perdre leur temps à l'Assemblée ou dans les tribunaux, laissant ainsi le soin des affaires publiques à ceux qui n'avaient rien de mieux à faire et qui en vivaient³. Et je ne parle là que des honnêtes gens, qui n'étaient pas des ennemis irréconciliables de la démocratie, et qui auraient pu, avec plus d'énergie, lui rendre des services.

Mais il y avait aussi, parmi les « honnêtes gens » (ἀριστοί), beaucoup d'adversaires systématiques du peuple, qui ne pouvaient ni ne voulaient collaborer avec lui. Bien que l'aristocratie, comme classe, fût vaincue depuis Solon, elle ne

1. III, 7.

2. PLATON, *Théétète*, p. 173, C.

3. ARISTOTE, *Polit.*, VI, p. 1293, A, 6-10.

désarma pas de longtemps. Pendant tout le v^e siècle, elle est toujours prête à reprendre l'offensive. Non seulement elle existe à l'état de parti constitué et officiel, mais encore elle a ses *hétairies*, c'est-à-dire ses clubs qui sont en même temps des sociétés secrètes, et où l'on travaille au renversement de la Constitution démocratique. Les plus intelligents et les plus actifs de ses membres sont l'âme des *hétairies*, qui préparent et organisent successivement la révolution des Quatre-Cents, puis le gouvernement des Trente. Un Antiphon, un Pisandre, un Théràmène, qui auraient pu être des hommes d'État influents, se réduisent ainsi au rôle de conspirateurs et d'émigrés à l'intérieur. Ils appellent de leurs vœux la victoire de Lacédémone. L'esprit de parti, en Grèce, a toujours été plus fort que le sentiment de la solidarité civique. Dans toutes les cités, les aristocrates appellent à l'aide Lacédémone contre la démocratie victorieuse, et celle-ci, à son tour, invoque le secours d'Athènes. Les aristocrates athéniens ne font pas exception à la règle. Xénophon lui-même était à la bataille de Coronée aux côtés d'Agésilas qui combattait une armée athénienne. L'unité supérieure de la Grèce considérée comme la patrie commune de tous les Hellènes explique en partie ces défaillances du patriotisme local, mais cette explication ne suffit pas :

Note this.

car on appelait aussi à l'aide le barbare, le Perse, en cas de besoin. Il faut convenir que l'esprit de parti était une forme détestable de la lutte de classes, et que les aristocrates n'avaient à cet égard aucune supériorité morale sur leurs adversaires.

Note this.

Après le renversement des Trente et l'amnistie de Thrasybule, le parti aristocratique est abattu définitivement. Mais il se forme peu à peu une classe nouvelle, un parti des riches, grâce au développement de l'industrie et du commerce. Ceux-ci ne sont plus des révolutionnaires, ou du moins ils n'étaient plus leurs visées, parce qu'elles n'auraient plus aucune chance de succès. C'est un parti constitutionnel, comme nous dirions aujourd'hui. Beaucoup d'anciens aristocrates y entrent, mais assagis ou découragés. Et ce groupe comprend surtout une foule de nouveaux riches, qui désirent par-dessus toutes choses pouvoir continuer leurs affaires et ne pas compromettre leur fortune. Ce sera le parti de la paix et des ménagements envers la Macédoine. Dans ce parti de modérés, il y a encore beaucoup d'hommes qui n'ont pas le goût de la politique. Ils aiment mieux vivre à leur aise, et méprisent la foule. Il sont loin de donner l'exemple des vertus civiques. C'est parmi eux que se recrutent les cavaliers et les hoplites dont parle Xénophon, et qui sont les

*transformation
of aristocracy
into middle-
class force.*

plus indisciplinés des soldats¹. Le mépris des lois est souvent pour eux une élégance. Ils se croient tout permis². S'ils interviennent dans la vie publique, c'est plutôt par leur argent, en achetant des magistrats ou des orateurs, que par une action personnelle et franche. La démocratie n'avait pas à compter sur ces parvenus arrogants pour trouver des conseillers et des chefs.

Il y avait pourtant aussi, à côté d'eux, de fort honnêtes gens, qui partageaient certaines de leurs idées sans partager leurs vices. A l'égard de ceux-là, le peuple n'avait point de parti pris. Un Lep-tine, un Eubule, un Phocion étaient honorés et écoutés. Après la guerre sociale, ils arrivèrent au pouvoir, et le gardèrent pendant près de vingt ans. Si les gouvernements modérés furent rares à Athènes, ce n'est donc pas uniquement la faute de la démocratie : mais c'est que les vrais modérés étaient rares, et que le parti conservateur comptait plus de fanatiques irréconciliables que de vrais politiques.

D'ailleurs, même quand les modérés n'étaient pas au pouvoir, il ne faut pas croire qu'ils fussent sans influence. Aristote remarque que le nombre des citoyens de condition moyenne (*μέσοι*) est proportionnellement plus considérable dans les grandes

1. *Mém.* III, 5. 19.

2. *DÉM.*, *Midias*.

viles que dans les petites, à cause du développement des affaires¹. Et il considère les μέσοι comme la force des démocraties, soit qu'ils possèdent la majorité dans l'Assemblée, soit qu'ils aient au moins la force de départager les adversaires et de faire pencher la balance du côté de la modération. Il n'est pas douteux qu'il n'en fût ainsi à Athènes, où les trois premières classes étaient nombreuses. Il ne faut donc pas se représenter l'Assemblée du peuple comme composée uniquement d'artisans grossiers. Ce qui est vrai seulement, c'est que ceux-ci en formaient une partie considérable, et que les μέσοι avaient d'autant moins de chance d'y faire prévaloir leurs opinions que les citoyens les plus riches leur rendaient la tâche plus difficile par l'exagération de leur intransigeance hautaine ou par leur dilettantisme insoucieux du bien public.

Pour toutes ces raisons, il fallut bien que le peuple acceptât pour chefs les meilleurs de ceux qui s'offraient à lui, ou du moins ceux qui lui paraissaient les meilleurs. Et ainsi, par l'abstention des conservateurs, se forma une classe de politiciens que ni leur naissance, ni leur fortune, ni leur éducation générale ne semblaient prédestiner à exercer un grand rôle dans l'État, mais qui réunissaient quelques-

1. *Polit.*, VI, 1296, A, 10.

unes des qualités naturelles imposées par la fonction, et qui les développaient par la pratique.

C'étaient, pour la plupart, des hommes de condition moyenne, parfois de naissance très modeste, qui avaient de l'ambition, de l'énergie, de l'intelligence, un don de parole inné ou acquis, une voix capable de s'imposer à l'Assemblée du peuple. Ils étaient nombreux, et il y en avait de toutes sortes : d'honnêtes et de malhonnêtes, de supérieurs et de médiocres, de considérés et de méprisés. Là comme partout, les hommes de génie étaient rares, mais les hommes très intelligents ne manquaient pas. Leur moralité publique et privée était assez généralement suspecte, et les risques de la profession expliquent pourquoi ces soupçons étaient si facilement acceptés : un orateur n'était jamais sûr du lendemain, et les hommes peu scrupuleux devaient chercher à tirer du succès immédiat tout le profit possible. Il faut pourtant se méfier des généralisations hâtives : les hommes qui détiennent un grand pouvoir sont aisément soupçonnés d'en abuser. Ce qui est vrai, c'est que les tentations étaient nombreuses et que le scepticisme indulgent des mœurs publiques n'élevait pas une barrière bien forte contre certaines de ces tentations. Mais il ne s'ensuit pas que, d'une manière absolue, l'influence des orateurs fût mauvaise ni que leurs conseils fussent pernicioeux.

Un point à noter d'abord, en effet, c'est la noblesse générale des idées exprimées dans tous les discours. Il est possible qu'Eschine fût un traître; mais il est certain qu'il parle toujours comme s'il ne l'était pas. Le respect de la loi, l'amour de la patrie, l'éloge des vertus publiques et privées sont le fonds commun de toute l'éloquence athénienne, sans exception. Il est plus que probable que Démade lui-même, le cynique Démade, gardait ses propos audacieux pour les entretiens privés : la foule ne les aurait pas soufferts. Il y a une moralité collective de la foule, selon l'observation d'Aristote, qui est supérieure à la moralité de beaucoup de ceux qui la composent. Athènes, en particulier, avait une trop longue habitude de la liberté pour souffrir d'autres maximes que celles dont s'était nourri son idéalisme pendant deux siècles d'une vie féconde et glorieuse. Ainsi, l'éloquence continuait d'être pour elle une sorte de prédication morale, même quand le prédicateur était indigne.

Dans la bouche des vrais hommes d'État, d'ailleurs, cette prédication prenait une force et une précision merveilleuses. A cet égard, l'éloquence de Démosthène est incomparable. Quand il définit, d'une manière générale, le rôle du véritable orateur, de celui qu'il appelle « le conseiller du peuple » (ὁ σύμβουλος τοῦ δήμου), son devoir de franchise

absolue, d'étude sincère des faits, de réflexion intelligente, de responsabilité hardie, on sent, dans toutes ses paroles la chaleur d'une âme vigoureuse et saine. Et tous les détails de ses discours sont animés de la même inspiration : partout, il met le détail précis des choses sous les yeux des auditeurs ; il propose des remèdes directs et appropriés ; il gronde et il loue tour à tour ; il fustige les faiblesses, et il loue les qualités pour les fortifier ; et surtout, il se met tout entier dans son œuvre, sans crainte des risques à courir, toujours au plus fort du péril, avec un fier sentiment de sa responsabilité et un dédain sublime des conséquences qui peuvent en résulter pour sa personne. On peut dire que c'est l'honneur d'Athènes d'avoir été digne d'entendre une éloquence pareille, qui est comme le bréviaire de l'homme d'État. S'il est vrai, comme le disait Bossuet, après Cicéron, que ce sont les auditeurs qui font les orateurs et les prédicateurs, jamais témoignage plus éclatant ne fut rendu à la noblesse d'un auditoire, quels que fussent ses imperfections et ses faiblesses. Et cela, je le répète, est le fonds même de l'éloquence attique. Il n'y a pas un orateur athénien qui n'ait pris à tâche, chacun selon sa nature et son talent, de dégager de la constitution libérale d'Athènes et des faits de son histoire toute la somme d'enseignement civique et de haute culture morale qu'on en peut tirer.

Quels qu'eussent les vices personnels de certains orateurs, jamais on n'a tenu à un peuple un plus noble langage sur les vérités essentielles qui sont l'armature nécessaire de toute société civilisée.

Après cela, que valaient ces hommes individuellement, et dans quelle mesure leur vie publique et privée s'accordait-elle avec ces maximes?

Sur la vie privée des orateurs, les anciens ont beaucoup médité, et eux-mêmes ne se font pas faute de se critiquer les uns les autres. Il serait puéril de s'arrêter à toutes ces médisances, pour plusieurs raisons. D'abord, il serait nécessaire, étant donnée la violence des disputes, de soumettre ces médisances à une sévère critique, ce qui est impossible dans le détail : il est certain qu'il y avait, parmi les orateurs, des buveurs d'eau et des prodigues, des hommes intègres et des coquins. Le contraire serait impossible. Ensuite, on admettra sans peine que ces hommes ardents et artistes ne fussent pas tous aussi réglés dans leurs mœurs que des philosophes. Enfin, et c'est l'essentiel, les vertus de famille ne sont pas toujours une garantie de probité politique ni surtout de clairvoyance dans les problèmes de la vie publique, ce qui est la vertu essentielle de l'homme d'État : Eschine paraît avoir été un bon fils, un frère dévoué, et cependant il est plus que probable qu'il a été le complice à demi-conscient de Philippe.

Arrivons donc à la moralité politique des orateurs, qui est la chose capitale pour juger leur rôle dans la cité. Ici encore, faisons les distinctions préliminaires indispensables. Qu'il y ait eu des démagogues, des sycophantes, des vendus, c'est évident. En toute matière humaine, il y a un déchet inévitable. Il serait naïf et injuste de s'en étonner, car ce mal n'est pas particulier à la démocratie athénienne. Ce qu'il convient d'examiner, c'est la moyenne de ceux qui passaient pour honnêtes, et que l'opinion publique acceptait pour tels. C'est seulement d'après ceux-là que nous pouvons juger cette opinion publique elle-même, c'est-à-dire, en somme, le peuple athénien, qui seul nous intéresse. Or, sur ce point, il y a deux critiques graves à adresser à l'ensemble des orateurs : l'une est d'avoir abusé des attaques personnelles ; l'autre, d'avoir été peu scrupuleux à l'égard de l'argent.

Les plaidoyers politiques athéniens sont remplis d'injures violentes que les adversaires échangent entre eux. Ils ne se bornent pas à discuter la vie publique de l'adversaire ; ils ne reculent devant aucun moyen pour décrier sa vie privée. La haine d'Eschine envers Démosthène se repaît de calomnies salissantes dont aucune ne peut être prouvée. Démosthène, à son tour, réplique par des sarcasmes amers qui vont atteindre toute la famille

d'Eschine. Ce sont là, il est vrai, des discours judiciaires, non des discours de tribune, et la gravité des sanctions encourues par les deux adversaires explique la passion qu'ils apportent au débat. Mais la passion même n'excuse pas certaines attaques. D'ailleurs, déjà dans Thucydide, au début de la guerre du Péloponèse, l'orateur Diodote reproche à son adversaire Cléon de jeter par avance le soupçon sur l'honnêteté de ceux qui viendront le combattre à la tribune¹. Ce n'est donc pas seulement dans les luttes judiciaires que ces attaques personnelles trouvaient place. Il ne suffit pas, à deux adversaires politiques, de développer devant le peuple l'opposition de leurs idées. Tous les moyens leur sont bons pour ruiner à l'avance l'autorité morale de l'adversaire, ou pour consommer sa ruine après l'échec de sa politique. Avec ces mœurs, les adversaires politiques sont des ennemis, et les conflits d'idées prennent une allure de pugilat. Rien n'était moins propre à conserver aux discussions de la tribune la gravité qui eût été le prélude nécessaire d'un vote de sang-froid. C'était là, pour le peuple, une détestable excitation à la haine et à l'intolérance. Mais les orateurs, en cette affaire, n'étaient pas seuls coupables : ils n'auraient pas donné ce tour aux discussions si le peuple n'y avait pris quelque plaisir

1. THUCYDIDE, III, 42.

malsain. Ces luttes ardentes rendaient le drame plus pathétique. Les auditeurs, sans doute, ne prenaient pas à la lettre tant d'imputations sans preuves, car ils étaient trop fins pour cela; mais leur malignité s'en amusait. Ils prenaient goût, ainsi, à un genre d'émotion de qualité inférieure, et le scepticisme méprisant avec lequel ils accueilleraient le plus souvent ces accusations réciproques n'était pas fait pour rehausser, à leurs yeux, la dignité morale de leurs chefs. Il est toujours mauvais que de graves conflits d'idées aboutissent à des querelles de personne. Mais surtout, si ces querelles passent toute mesure, comme c'était souvent le cas à Athènes, la politique en est viciée profondément.

L'autre reproche qu'on peut adresser aux orateurs athéniens n'est pas moins fâcheux. Beaucoup arrivaient pauvres aux affaires; or, la plupart vivaient largement et dépensaient sans compter. D'où venait cette fortune? Quelques-uns, les plus honnêtes, faisaient le métier de logographes, c'est-à-dire qu'ils plaidaient pour les particuliers. C'était le cas de Démosthène. Chose curieuse, Eschine lui en fait un reproche. C'était là, cependant, pour un orateur pauvre, à peu près la seule manière de gagner honnêtement sa vie. Mais Eschine n'y regarde pas de si près : dans son ardeur de calomnie, il cherche à tirer parti contre son adver-

saire de la défiance instinctive que pouvait inspirer à la foule une habileté trop grande à faire triompher toute cause, bonne ou mauvaise. En dehors du métier de logographe, que restait-il à l'orateur qui lui permit de s'enrichir? La loi défendait aux orateurs comme aux stratèges et aux autres magistrats, de tirer profit de leur rôle public. C'est Hypéride qui nous l'apprend. Et cependant, il n'était pas rare, au iv^e siècle du moins, que des stratèges s'enrichissent à la guerre, que des magistrats se fissent payer certaines faveurs, et que des orateurs surtout gagnassent de grosses sommes par leur éloquence. A cet égard, les témoignages abondent. Déjà, au v^e siècle, l'auteur inconnu du petit traité de la *République athénienne* disait qu'avec de l'argent on pouvait obtenir bien des choses dans l'assemblée du peuple et devant les juges. Les stratèges du iv^e siècle, au dire de Démosthène, font souvent campagne pour leur propre compte et pillent des villes, afin de nourrir leurs troupes et de remplir leurs poches. Quant aux orateurs, Isocrate se plaint sans cesse, comme d'un mal incontesté, de l'avidité de ces politiciens qui, n'ayant pas de patrimoine, prennent l'habitude de vivre sur le commun, au détriment du bien public. Si l'on se demande comment de tels abus étaient possibles, Hypéride encore, au même passage, fournit la réponse : la loi, sans doute, condamnait les profits

de ce genre; mais l'opinion, moins sévère, les tolérait, à la condition qu'ils ne fussent pas en opposition directe avec l'intérêt de la cité. En d'autres termes, on admettait qu'un orateur se fit payer ses services, même en matière politique, à la façon d'un avocat, pourvu qu'il ne nuisît pas sciemment à la cité. Ce qu'Hypéride reproche à Démosthène, dans l'affaire d'Harpale, ce n'est pas précisément d'avoir prélevé de l'argent sur le trésor de cet intendant infidèle à Alexandre : mais c'est de l'avoir fait au risque de mettre Athènes par là dans une situation fâcheuse devant Alexandre. Un orateur, par conséquent, qui plaidait devant le peuple en faveur de telle ou telle alliance pouvait presque honnêtement, sinon légalement, se faire payer son discours par la cité intéressée, s'il ne devait en résulter aucun inconvénient pour Athènes. On voit combien cette morale était scabreuse, et comme il était facile à un orateur peu scrupuleux de s'en autoriser pour recevoir de l'argent de Philippe. Hypéride fait honneur au peuple de son indulgence tolérante en ces matières : nous serions plus tentés d'y voir une dangereuse faiblesse et une forte dose de scepticisme moral. Ce n'est pas qu'on n'ait vu, en d'autres temps, des généraux s'enrichir par la guerre, des magistrats recevoir des épices, des candidats corrompre des électeurs, des journaux (les orateurs d'aujourd'hui)

toucher des commissions. Il y aurait donc du pharisaïsme à s'étonner, et de l'injustice à jeter la première pierre aux Athéniens. Mais il n'en est pas moins vrai que ce côté de leurs mœurs politiques est fâcheux, et que si des hommes relativement honnêtes ont pu se laisser aller sans trop de scrupules à de telles pratiques, c'est tant pis pour eux et pour la cité qui tolérait ces manières d'agir. Mieux valait, quoi qu'en pense Eschine, faire honnêtement le métier de logographe que de recevoir des cadeaux de Philippe, même à bonne intention.

J'ai essayé de montrer, aussi objectivement que possible, les qualités et les défauts de la démocratie athénienne. Qualités et défauts, chez ce peuple vif et mobile, sont très en dehors et très « voyants », pour ainsi dire. Ne prenons pas prétexte de ces défauts, qui sont en partie ceux de tous les hommes et de tous les gouvernements, pour oublier ses qualités, qui sont d'un ordre rare et vraiment supérieur. Elle a conçu un très noble idéal politique, et elle a eu quelques-unes des aptitudes qui pouvaient lui permettre d'en approcher. Voyons maintenant quels problèmes se sont offerts à elle, dans la réalité, et comment elle les a résolus.

CHAPITRE IV

Les actes et les résultats.

- I. LA POLITIQUE INTÉRIEURE. — § 1. — La démocratie et l'oligarchie. — § 2. La démocratie et la démagogie.
- II. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE. — § 1. Athènes et les barbares. — § 2. Athènes et les cités grecques. — § 3. Athènes et la Macédoine.
- III. LES ARTS DE LA PAIX.
- IV. CONCLUSION SUR LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE.

I. — La politique intérieure.

Aristote a dit quelque part que le signe d'un bon gouvernement consistait dans l'absence de graves discordes intérieures et dans le fait d'avoir évité la tyrannie ¹.

Si nous adoptons la règle de jugement indiquée par Aristote, il faut bien reconnaître qu'en somme le gouvernement intérieur d'Athènes n'a pas été mauvais, quoi qu'en disent ses détracteurs. Depuis la réforme de Clisthène jusqu'à l'établisse-

1. *Polit.*, II, 8; p. 1272, B, 32.

ment de l'hégémonie macédonienne, Athènes s'est préservée des deux fléaux signalés par le philosophe. Pendant deux siècles, elle a vécu d'une vie normale, à peine troublée par deux tentatives phémères de l'aristocratie. Et ces tentatives, dont le succès n'eut pas de lendemain, s'expliquent beaucoup plus par des événements extérieurs que par les défauts de la constitution. Quant à la victoire de la Macédoine, nous y reviendrons un peu plus loin. Rappelons brièvement les faits principaux de cette politique intérieure d'Athènes.

§ 1. — LA DÉMOCRATIE ET L'OLIGARCHIE.

Le problème urgent qui s'était posé au temps de Solon, avait été d'affranchir le peuple de l'oppression à la fois politique et économique d'une aristocratie toute puissante. Solon avait résolu le problème en principe et tracé le modèle de la Constitution qui devait normalement régler les relations des Athéniens entre eux. Mais les temps n'étaient pas mûrs pour l'application régulière de cette Constitution. De nouveaux désordres intérieurs aboutissent presque aussitôt à la tyrannie de Pisistrate. N'en faisons pas de reproche à la démocratie Solonienne, qui n'existait qu'en théorie. La tyrannie de Pisistrate, intelligente et modérée en général, favorisa l'établissement ultérieur de

la démocratie en déshabituant les Eupatrides d'être les maîtres et en fortifiant la classe moyenne par le développement du commerce et de l'agriculture. Quand les Pisistratides eurent été renversés, les réformes franchement démocratiques de Clisthène étaient devenues possibles, et c'est alors seulement que commence le gouvernement de la démocratie.

Le premier problème à résoudre dans la politique intérieure était de prévenir de nouvelles révolutions, soit de la part de l'aristocratie, soit de la part de quelque nouveau Pisistrate.

L'aristocratie, en effet, n'avait pas désarmé. Le grand ébranlement des guerres médiques rapprocha les cœurs dans un sentiment patriotique commun, malgré quelques défections; mais, aussitôt après Salamine, la vie intérieure de la cité reprit son cours, et nous voyons dès lors aristocrates et démocrates organisés en partis contraires. Bien que cette histoire de la lutte des partis ne nous soit connue que d'une manière un peu sommaire, on peut dire qu'elle fait honneur en somme à l'un et à l'autre, pour toute la période qui s'étend entre les guerres médiques et la guerre du Péloponèse. Qu'il y ait eu, au cours de ces luttes, plus d'une manœuvre médiocrement édifiante ou même quelques violences de détail, on n'en saurait être surpris. Ce qui est plus remar-

quable et ce qui mérite d'être loué, c'est qu'en somme ni l'objet de la lutte, ni l'allure générale du conflit ne sont révolutionnaires. Il s'agit, pour la démocratie, de réduire la puissance de l'Aréopage au profit de l'Assemblée et des tribunaux. L'aristocratie, qui a pour chef un homme honorable et respecté, Cimon, le vainqueur de Mycale, joue le rôle d'un parti conservateur. La démocratie, dirigée successivement par Thémistocle et par Périclès, poursuit une fin qui est dans la logique de son développement. Il n'y a rien là que de normal, et l'attitude relativement modérée des Eupatrides prouve à la fois la force des institutions démocratiques et l'habileté des hommes d'Etat athéniens.

Il en est encore de même pendant les premiers temps de la guerre du Péloponèse. L'aristocratie, sous la direction de Nicias, de Thucydide l'Ancien et de Théramène, garde une attitude constitutionnelle¹. Déjà cependant certains clubs aristocratiques semblent avoir songé à une action plus énergique. Le désastre de Sicile précipite la crise. En 411, un véritable coup d'Etat, bien qu'environné de certaines apparences légales, remplace la démocratie par une oligarchie. C'est ce qu'on appelle la révolution des Quatre-Cents. Les meneurs de cette entreprise étaient deux aristocrates intelligents et résolus, Pisandre et Antiphon. Au bout de quatre

1. ARISTOTE, *Rép. Ath.*, 28.

mois, les Quatre-Cents étaient renversés, après avoir fait périr un grand nombre de leurs adversaires¹. Un gouvernement tempéré, à demi démocratique, prit la place de l'oligarchie. Il disparaît bientôt à son tour devant la démocratie restaurée, après la victoire de la flotte à Cyzique, en 410. Tous ces événements s'étaient succédé dans l'intervalle d'une année. Ils avaient mis en lumière la violence toujours redoutable d'un parti oligarchique sans scrupules et la modération relative de la démocratie qui, après la victoire, n'avait frappé que quelques chefs de la révolution.

Même spectacle dix ans plus tard, quand le triomphe définitif de Lacédémone amène au pouvoir ceux qu'on appelle « les Trente ». Ce que fut le gouvernement oligarchique des Trente, tous les témoignages le constatent, aussi bien ceux des modérés à tendance aristocratique, comme Xénon, que ceux des démocrates comme Lysias. Ce fut un véritable régime de terreur, où les passions les plus violentes et les plus basses se donnèrent libre cours sous couleur de politique. L'orage fut terrible, mais il dura peu. Il avait fallu, pour qu'il pût se déchaîner, que toute la puissance d'Athènes sombrât dans un désastre immense. Mais la vitalité de la démocratie athénienne était décidément trop forte pour que la destruction même de sa

1. THUC., VIII, 70, 2.

force militaire pût l'écraser. Au bout de quelques mois, l'opinion publique, soulevée, trouvait dans Thrasybule un chef énergique qui lui rendait la liberté, et, cette fois encore, la démocratie prouvait sa force, en même temps que sa générosité prudente, par la célèbre amnistie de 403. C'en était fait désormais de l'oligarchie comme parti révolutionnaire. Nous trouverons plus tard un parti des riches, un parti conservateur, bien distinct du parti populaire proprement dit, mais qui n'a plus rien d'inconstitutionnel : c'est celui qui arrive au pouvoir avec Eubule et qui s'y maintient pendant près de vingt ans. Sa politique fut plus ou moins habile et prudente, mais elle fut honnête et mit de l'ordre dans les finances. Elle se dit d'ailleurs toujours démocratique, et répudia toute solidarité avec les oligarques, d'odieuse mémoire.

On peut donc dire, en somme, que la démocratie athénienne a vraiment possédé le premier mérite auquel Aristote reconnaît un bon gouvernement, celui d'avoir maintenu la paix intérieure d'une manière satisfaisante, puisque les deux révolutions aristocratiques n'ont pu réussir qu'en temps de guerre extérieure ou à l'aide de l'étranger, qu'elles ont d'ailleurs peu duré, que la dernière a marqué le début d'une ère de paix intérieure profonde, et que, dans les deux circonstances, la démocratie a justifié sa victoire par sa générosité.

Inutile de nous arrêter longuement au second caractère exigé par Aristote et qui consiste à se préserver de la tyrannie. Il est clair qu'Athènes y a parfaitement réussi, puisque la tyrannie de Pisistrate, comme nous l'avons vu, ne saurait être mise au compte de la démocratie, qui n'existait pas encore quand Pisistrate prit le pouvoir. La même passion de liberté, qui avait brisé les efforts répétés de l'oligarchie, prévint toute tentative de rétablir la tyrannie. Celle-ci n'aurait pu s'installer qu'à la suite de fautes très graves de la démocratie. La meilleure preuve que ces fautes ne furent pas commises, c'est que la tyrannie n'eut jamais la moindre chance de s'établir. Ceci est d'autant plus remarquable que le renversement des démocraties par des tyrannies était pour ainsi dire une loi de la science politique grecque. Polybe énonce cette loi formellement, et elle était justifiée par assez d'exemples pour entraîner l'adhésion des penseurs. Il est donc tout à l'honneur des Athéniens d'avoir, pour leur part, infligé un démenti à une règle presque générale, en montrant qu'une démocratie pouvait vivre et durer aussi bien et même mieux qu'une autre forme de gouvernement.

§ 2. — LA DÉMOCRATIE ET LA DÉMAGOGIE.

Mais les discordes violentes et l'avènement d'un tyran ne sont pas les seuls dangers qui menacent

un gouvernement démocratique, bien que ce soient les plus graves, à coup sûr, et les seuls que vise expressément Aristote dans le passage cité plus haut. En dehors des crises mortelles, suivies d'une catastrophe immédiate, il peut y avoir des maladies lentes, moins périlleuses en apparence, mais qui suffisent à rendre l'existence d'un État médiocre et précaire, et qui produisent dans tous ses organes une sorte d'anémie. Ces périls sont ceux qui peuvent venir, non des ennemis déclarés de la démocratie, mais de certains amis trop zélés et aveugles, qui risquent parfois d'en exagérer les tendances au détriment de l'équilibre général et de la bonne santé du corps social. Je songe surtout aux idées communistes et aux tendances despotiques des sectaires. Aristote a discerné encore avec pénétration, en maints passages, ce vice ordinaire des gouvernements, qui consiste à préparer leur propre ruine par l'exagération des idées qui sont leur principe et leur raison d'être.

L'idée du communisme n'a pas été étrangère à la Grèce, mais on ne voit pas qu'elle y ait eu le caractère d'un rêve populaire. Les Pythagoriciens avaient réalisé, dans leurs confréries aristocratiques, la communauté des biens. Platon la donne pour règle aux magistrats et aux guerriers de sa *République*, en y ajoutant la communauté des femmes. Il est aisé de voir que ni Pythagore, ni

Platon n'avaient en vue l'intérêt immédiat du plus grand nombre. Le communisme qu'ils imaginaient ou qu'ils avaient essayé de réaliser était celui d'un couvent ou d'une caserne, d'un ordre de chevalerie aristocratique, dont l'entrée était interdite aux profanes, et dont l'organisation devait assurer à une élite le moyen de dominer la foule plus sûrement et de plus haut. Dans la comédie d'Aristophane, *l'Assemblée des femmes*, ces théories sont mises en scène avec la verve bouffonne que l'on sait, mais elles y sont présentées, à vrai dire, sous un jour assez différent : l'héroïne de la comédie, Praxagora, ne songe nullement à organiser par là, dans la cité des femmes, un ordre supérieur de magistrats ou de guerriers ; elle ne poursuit que le rêve vraiment populaire de supprimer toute inégalité parmi les hommes. Est-ce là une simple déformation comique des idées platoniciennes, ou bien Aristophane a-t-il en vue d'autres réformateurs, ou enfin a-t-il inventé lui-même la théorie de toutes pièces ? De tous les systèmes communistes que nous connaissons, celui de Platon est le seul qui comporte à la fois la communauté des biens et celle des femmes. Mais les dates rendent douteux qu'Aristophane ait pu viser directement la *République*. D'autre part, un poète comique n'invente pas un système pour le plaisir de le tourner en ridicule. Nous sommes donc amenés à supposer

que des idées de ce genre ont pu être « dans l'air », bien que nous n'en ayons aucune connaissance directe, et que c'est à des tendances de ce genre, plus ou moins vagues, qu'Aristophane a dû emprunter les bouffonneries de sa pièce.

On trouve aussi, chez des législateurs moins utopiques que Platon, et chez Platon lui-même dans les *Lois*, d'autres formes atténuées de ces rêves égalitaires. Aristote, au II^e livre de sa *Politique*, analyse les théories de Phaléas de Chalcédoine et d'Hippodamos de Milet. Phaléas de Chalcédoine souhaitait l'égalité des fortunes, et tout en reconnaissant que la chose, assez facile à réaliser dans une cité neuve, l'était beaucoup moins dans une cité ancienne, il ne désespérait pas d'y arriver par des lois sur les dots. Mais on voit, par la critique d'Aristote, que l'égalité à laquelle songeait Phaléas était l'égalité des propriétés territoriales, et qu'il avait négligé la question de la richesse mobilière, ce qui limite singulièrement la portée de la réforme. D'ailleurs, il s'agit là d'égaliser les fortunes, non de les mettre en commun. Quant à Hippodamos, son idée principale était de réserver une partie du territoire de la cité (le tiers) pour être cultivé en commun, en vue de la nourriture des guerriers, dispensés de la culture des terres. C'est donc encore un système aristocratique. De même, Platon, dans les *Lois*, rêvait, non d'une égalité

absolue des fortunes, mais d'une diminution de l'inégalité, les plus grandes fortunes ne devant pas dépasser le quintuple des plus modestes.

Ce qu'il y a de plus intéressant dans ces divers systèmes, c'est qu'on y voit apparaître une idée nouvelle, qui n'est plus celle de la communauté des biens, mais de l'égalité au moins approximative des fortunes, lesquelles sont considérées exclusivement au point de vue de la richesse territoriale. L'origine de cette idée n'est pas difficile à apercevoir : elle n'est pas entièrement chimérique ; elle dérive d'un ensemble de faits positifs que la vie grecque présentait à la réflexion des penseurs. La conquête dorienne avait partout débuté par un partage égal des terres entre les envahisseurs. Quand on fondait une colonie, chose fréquente en Grèce, des lots de terre égaux étaient assignés par le fondateur de la colonie aux nouveaux occupants. Les *clérouquies* athéniennes, comme le nom l'indique (*κληῖρος*, lot) étaient organisées sur le même principe. Il est vrai qu'au bout d'un temps plus ou moins long, malgré les précautions du législateur, cette égalité primitive disparaissait. Mais enfin cette conception de l'égalité n'était pas aussi purement théorique qu'on pourrait le croire : elle avait un fondement dans la réalité, et c'est ce qui fait qu'elle s'est si souvent imposée à l'esprit des philosophes grecs. Ajoutons d'ailleurs que cette

égalité des propriétés individuelles n'a plus aucun rapport avec la communauté des biens et qu'elle n'est même pas très nettement socialiste.

Or, c'est sous cette forme du partage égal des terres que le peuple, en Grèce, a toujours imaginé une révolution économique. Il n'a guère songé théoriquement à une répartition nouvelle des fortunes mobilières, dont l'importance fut toujours assez limitée et ne se révéla d'ailleurs que tardivement. Il n'a pas songé davantage à la communauté des biens. L'individualisme grec est réfractaire à l'idée du communisme, qui est plutôt, comme nous l'avons vu, une conception philosophique et aristocratique. Mais le partage des terres est une idée simple, et de plus une idée de paysans. Il était naturel que l'idéal de la société future s'offrit sous cette forme à l'imagination des travailleurs du sol, longtemps courbés sous l'oppression des grands propriétaires Eupatrides. En fait, la formule de cette révolution est trouvée par le peuple dès le temps de Solon : ce que les pauvres attendent de lui, c'est un nouveau partage des terres, πάντα ποιεῖν ἀνάδαστα. La même formule reparait à Syracuse deux siècles plus tard, au temps de Dion. Le peuple n'en a jamais connu d'autre. Mais il faut ajouter qu'elle ne l'a jamais beaucoup préoccupé, sauf à quelques moments de crise politique, et qu'à Athènes, en particulier,

la démocratie paraît avoir accepté fort tranquillement l'état de choses existant. Il y eut, paraît-il, à Athènes, un certain Diophante, contemporain d'Eubule, qui fit quelques tentatives efficaces dans le sens d'une répartition plus équitable des biens. Mais ce personnage est resté fort obscur, et ses tentatives, d'ailleurs, furent modestes. Aristote le nomme par allusion, à propos de l'idée de faire cultiver le domaine de l'État par des esclaves publics au profit de tous¹; et un scoliaste raconte qu'il distribua au peuple une partie du fonds appelé *théorique*, lequel servait à payer les fêtes de la cité². Tout cela, en somme est peu de chose. Nous sommes donc autorisé à dire que le socialisme, s'il n'est pas resté tout à fait étranger à l'esprit athénien, n'a joué, en somme, qu'un rôle extrêmement effacé dans l'histoire intérieure d'Athènes et qu'il n'a jamais créé pour elle un véritable danger de révolution.

Il n'est pas difficile d'en découvrir les raisons. D'abord l'existence de l'esclavage, en assignant à des hommes, qui ne faisaient pas partie de la cité, une forte part des travaux pénibles attribués dans nos sociétés modernes aux citoyens pauvres, déchargeait ceux-ci d'autant et en réduisait le nombre. D'autre part, les esclaves n'étaient ni

1. ARISTOTE, *Politique*, II, 4; p. 1267, B, 18.

2. *Schol. Esch.*, III, 24,

assez nombreux, ni assez organisés pour rendre possibles ces « guerres serviles » qui éclatèrent plusieurs fois à Rome. Ensuite, les institutions athéniennes donnaient d'avance satisfaction aux réclamations les plus pressantes des pauvres : le salariat des fonctions publiques, devenu presque universel ; l'exemption générale de l'impôt direct pour les citoyens ; l'organisation des liturgies, qui faisait peser sur les riches les charges les plus lourdes ; celle des symmories, qui aboutissait dans la pratique à une sorte d'impôt progressif sur le revenu ; l'usage des *clérouquies*, par lesquelles des citoyens pauvres devenaient propriétaires hors du territoire attique ; enfin, pendant une grande partie de l'existence d'Athènes, l'afflux des impôts payés par les alliés, et, en tout temps, les divers impôts payés par les métèques et les possesseurs d'esclaves, tout cela, joint à la facilité de la vie pour une population sobre et sous un climat sans rigueur, prévenait une grande partie des difficultés économiques contre lesquelles se débattent les sociétés modernes. Il n'est donc pas surprenant que la question du socialisme n'ait jamais pris à Athènes un caractère aigu, et qu'elle ait été surtout discutée dans les écrits et les écoles des philosophes, à un point de vue plutôt théorique.

Un autre danger à éviter était celui du despotisme populaire, qui pouvait devenir oppressif

pour les individus. On a souvent dit que l'État, chez les anciens, était omnipotent et que les droits individuels n'avaient pas de garantie dans la cité. Les affirmations de ce genre sont trop générales et trop vagues pour être tout à fait vraies. Si l'on veut dire que la constitution athénienne ne reposait pas sur une déclaration des droits de l'homme, on a raison ; mais cela ne prouve rien pour la pratique. Il ne faut pas confondre d'ailleurs les divers États de l'antiquité : Sparte ne ressemble pas à Athènes. Voyons donc les faits.

Le despotisme de l'État ne peut s'exercer que par des lois générales restrictives de la liberté individuelle ou par des abus de pouvoir. Or, la législation athénienne était généralement libérale. Thucydide le remarque expressément, et les faits le démontrent. On sait, par exemple, que le droit d'association n'était soumis à aucune réserve. Les confréries religieuses de toute sorte se formaient librement et acquéraient la personnalité civile sans difficulté.

Quant aux abus de pouvoir, d'où pouvaient-ils venir ? Ce n'était pas du gouvernement proprement dit, qui était faible, étant exercé par des magistrats annuels et tirés au sort : les anciens ont plus souvent reproché aux magistrats athéniens leur faiblesse que leur force. Athènes n'avait ni éphores ni censeurs officiels, dont le pouvoir,

étendu et mal déterminé, fût une perpétuelle menace pour la liberté de chacun. L'Assemblée du peuple, qui ne rendait en principe que des décrets en vue d'un besoin particulier, a pu quelquefois étendre abusivement ses pouvoirs et légiférer sous couleur de rendre des décrets. Elle a pu aussi empiéter sur le pouvoir judiciaire en s'attribuant, dans certaines causes politiques, un droit de vote préalable (προβολή) qui, bien que n'étant qu'un acte de procédure, a été quelquefois considéré comme créant une présomption. Ce sont là, sans doute, des abus, mais qui ne sauraient faire oublier qu'en général la distinction des pouvoirs était rigoureusement observée à Athènes et que le citoyen avait toujours un libre recours aux tribunaux. La question est donc de savoir s'il pouvait compter sur la justice des tribunaux.

Remarquons d'abord que les tribunaux athéniens ne connaissaient pas le ministère public. Ils étaient saisis quelquefois par des magistrats, le plus souvent par des plaintes privées. Il n'y avait donc pas à craindre un ordre du pouvoir central qui mît en mouvement la machine judiciaire contre un homme ou un groupe. C'est là une sérieuse garantie de liberté individuelle. Quant à la justice des Hélistes, il est certain qu'en général elle s'inspirait d'un préjugé démocratique, puisque les juges, en grande majorité, appartenaient au

peuple; et l'étalage de sentiments démocratiques que ne manquent pas de faire les accusés dans leurs plaidoiries suffirait à le prouver. Mais il n'est nullement démontré que ce préjugé inévitable aboutit à une partialité plus choquante que celle qu'on risque de trouver dans toute réunion d'hommes, quelle qu'elle soit.

Il ne semble donc pas juste de dire que la liberté individuelle, à Athènes, fût bien moins garantie que partout ailleurs, ni que l'État y fût oppressif. Le véritable mal n'était pas là.

Et cependant, quand on regarde l'ensemble de la vie athénienne, il semble bien que Thucydide ait exagéré l'éloge qu'il fait de cette liberté des mœurs qui laissait à chacun, dit-il, le droit de vivre à sa guise sans avoir à s'inquiéter de l'opinion du voisin. C'était vrai à beaucoup d'égards, mais non pas à tous. On n'épiait pas à Athènes, comme à Lacédémone, tous les actes de son prochain pour lui infliger un blâme moral ou une avanie. Mais le goût des querelles personnelles était vif chez ce peuple profondément individualiste. L'absence d'un ministère public, en laissant aux particuliers l'initiative des poursuites, même en matière criminelle, devait entretenir et exciter ce goût inné des procès et des disputes. Les sycophantes, quoique méprisés, n'étaient pas rares, et les faux témoins ne leur manquaient pas. Certaines

habitudes de la vie publique, excellentes en principe, tendaient au même résultat : par exemple les comptes innombrables que les magistrats sortant de charge avaient à rendre, les accusations d'illégalité qui pouvaient toujours atteindre le rédacteur d'une loi ou d'un décret, la liberté donnée aux particuliers qui se jugeaient indûment chargés d'une liturgie de désigner un citoyen plus riche. Autant d'occasions sans cesse renouvelées de plaider et de se disputer. Aussi les tribunaux athéniens étaient-ils fort occupés. Aristophane déjà s'en moquait, et nous avons peine à n'être pas de son avis. Isocrate déclare que la vie était intolérable pour les riches à Athènes et qu'ils en étaient réduits à cacher leurs richesses¹. Il ajoute d'ailleurs que c'étaient les pauvres qui en pâtissaient, au point qu'ils tombaient dans la dernière misère². L'orateur Callistrate se vantait d'avoir subi quarante-sept accusations d'illégalité. Cela prouve du moins qu'on n'en mourait pas toujours, mais c'est aussi le signe d'une sorte d'anarchie agitée qui ressemble plus à la fièvre qu'à l'activité féconde de la vie. Admettons qu'Isocrate, comme tous les prédicateurs, exagère un peu dans l'intérêt de sa cause, et qu'un homme d'État influent, comme Callistrate, fût plus exposé qu'un citoyen ordinaire

1. *Paix*, 128 et *Aréop.*, p. 35.

2. Cf., surtout *Aréop.*, p. 54 et 83.

à des ennuis de ce genre. Mais Isocrate lui-même, le plus pacifique des hommes, avait eu deux procès dans sa vie, et son biographe signale ce chiffre comme remarquable par sa modicité. On est donc amené à conclure que, si l'Etat lui-même n'était pas despotique, il y avait à Athènes un esprit général de chicane et de taquinerie réciproque qui est un des caractères de sa vie politique intérieure. Faut-il en rendre responsable la forme du gouvernement? En partie, peut-être, parce que tout régime de liberté laisse aux instincts fâcheux de la nature humaine plus de moyens de se manifester. Mais il convient d'ajouter que ces instincts préexistaient au régime, et que, si la liberté démocratique leur a permis de s'étaler au grand jour, elle en a réprimé d'autres plus violents et a même canalisé ceux-ci dans certaine mesure, en les obligeant à se soumettre aux formes prévues par les lois. On peut dire de ces innombrables procès que les Athéniens s'intentaient les uns aux autres ce que disait Thucydide au sujet des procès analogues que les sujets d'Athènes avaient à subir et dont ils se plaignaient si vivement : à savoir que cet abus des chicanes n'allait pas sans compensation, puisqu'il supprimait l'abus de la force, et qu'il marquait en somme un progrès sur les âges antérieurs, où la violence était souveraine.

II. — La politique extérieure.

Les problèmes de politique extérieure, dans la Grèce antique, étaient de deux sortes : les uns concernaient les relations des cités grecques entre elles ; les autres, les relations de chacune d'elles avec le monde non hellénique (les « barbares »), plus tard avec les nations à demi-helléniques du Nord de la Péninsule. De là, dans le contact incessant de tous ces États entre eux, une foule de conflits très compliqués et des problèmes très divers. Les exposer dans le détail serait raconter toute l'histoire grecque pendant deux siècles. Même à ne les considérer que du point de vue de la démocratie athénienne, ce serait encore une fort longue histoire dans laquelle nous n'avons pas à entrer. Ce qui importe, c'est de caractériser les phases principales de ces divers conflits, et l'esprit général dans lequel Athènes les a abordés.

Ces grandes phases sont au nombre de trois. Dans la première, c'est la lutte contre les barbares qui est au premier plan, compliquée d'ailleurs par les difficultés qui naissent des relations des cités grecques entre elles. Dans la seconde, il s'agit surtout pour Athènes de régler sa situation propre dans le monde grec. Dans la troisième, enfin, c'est le problème macédonien qui domine toute la poli-

tique, sans supprimer pour cela les difficiles questions relatives à l'attitude que prendront les peuples grecs les uns à l'égard des autres.

Le problème posé dans la première période est relativement simple en théorie, s'il est fort grave et fort difficile en fait. Il est résolu par Athènes avec décision et vigueur, sous l'impulsion de quelques hommes d'État remarquables, et grâce à la puissance de son organisme encore intact.

La seconde question, celle des rapports d'Athènes avec le reste de la Grèce, c'est-à-dire celle de ses prétentions à l'hégémonie, était infiniment plus complexe et plus difficile. Dans le long espace de temps, près d'un siècle, que dura le débat, Athènes eut tour à tour à sa tête des hommes d'État de premier ordre et des brouillons. Elle rencontra successivement des circonstances favorables, qu'elle ne sut pas toujours saisir, et des difficultés qu'elle ne put surmonter. Elle fit de grandes fautes et subit de graves revers. A plusieurs reprises, elle releva sa fortune grâce à un ressort admirable, puis perdit de nouveau le terrain gagné. Dans ces luttes incessantes, elle usa ses forces matérielles et morales.

Quand surgirent enfin les derniers dangers, ceux qui venaient de la Macédoine et qui devaient mettre fin à son rôle de grande puissance, elle était réellement épuisée, malgré certaines apparences de

grandeur persistante, et la Grèce tout entière ne valait guère mieux. Jusqu'au bout, Athènes essaya de faire bonne figure. Mais le ressort moral était brisé, et ses ressources matérielles ne pouvaient guère lui permettre qu'une défaite honorable, à moins de circonstances heureuses que la Fortune ne lui offrit pas.

Dans cette revue rapide, nous aurons à faire la part des nécessités inéluctables et celle des erreurs de conduite. Nous aurons surtout à essayer de mettre en lumière ce qui, dans les succès et dans les revers, peut être attribué avec vraisemblance soit au caractère athénien en général, soit spécialement à la forme démocratique du gouvernement.

§ 1. — ATHÈNES ET LES BARBARES.

On sait le rôle d'Athènes dans les guerres médiques. Les orateurs et les historiens, pendant les deux siècles qui ont suivi, n'ont cessé de le rappeler et de le glorifier, au point que les traits essentiels en sont connus de tout le monde. Il est très beau. C'est d'abord le refus d'Athènes de se soumettre aux injonctions blessantes du Grand-Roi, puis la victoire de Marathon. C'est ensuite l'invasion de Xerxès, la Grèce du Nord noyée sous le flot des envahisseurs, les Athéniens montant sur leurs vaisseaux à la voix de Thémistocle, les femmes et

les enfants réfugiés à Égine, la ville détruite et brûlée par Xerxès, puis la victoire de Salamine, qui dissipe en un instant l'affreux cauchemar. Après quelques tentatives malheureuses de revanche, les Perses en sont réduits à la défensive. Athènes, relevée de ses ruines, poursuit l'ennemi sans relâche. Elle organise la Confédération de Délos, affranchit l'Ionie, et, par une guerre offensive d'une trentaine d'années, assure définitivement le triomphe de la Grèce. L'appui de Lacédémone ne lui avait pas manqué; mais cet appui avait été parfois tardif ou d'une efficacité restreinte : c'est la flotte athénienne qui avait joué dans ce drame le premier rôle. Quant aux autres cités grecques, on sait qu'il y avait eu parmi elles des hésitations, même des défections. La gloire du succès final revenait donc incontestablement à Athènes.

Or, dans cet héroïsme collectif de la cité, tout le monde avait eu sa part. D'abord les chefs, des hommes supérieurs par l'initiative hardie de leurs résolutions et par leur clairvoyance, les Thémistocle et les Aristide; de braves généraux comme Miltiade et Cimon; ensuite la foule des citoyens, les hoplites de Marathon, les matelots de Salamine et de Mycale, les riches et les pauvres, tous unis dans une commune volonté de lutter jusqu'à la mort pour préserver leur indépendance, tous également unanimes, après les premières victoires,

dans la résolution de poursuivre le succès jusqu'au bout, jusqu'au triomphe définitif. Il faut attribuer l'honneur de ces vertus d'abord aux qualités naturelles du caractère athénien, vif et généreux ; mais aussi, sans aucun doute, à l'esprit démocratique d'Athènes, qui exaltait alors ces qualités jusqu'à l'enthousiasme. Le témoignage d'Hérodote à cet égard est formel et ne saurait être récusé. Il y eut à ce moment dans le patriotisme athénien une ferveur d'enthousiasme analogue à celle qui devait échauffer plus tard les armées de la Révolution française. Athènes, affranchie des Pisistratides, était grisée de sa liberté ; elle ne voulait plus en être privée. L'amour de la liberté redoublait chez tous l'amour du sol natal. La guerre contre les barbares était à la fois une guerre nationale et une guerre démocratique. Car les Perses avaient partout des alliés en Grèce, dans les familles des anciens tyrans et dans les partis aristocratiques. C'est l'aristocratie thébaine qui jeta Thèbes dans l'alliance de Xerxès. Les partisans de la démocratie étaient partout les plus chauds défenseurs de l'indépendance. Les marins de Salamine appartenaient pour la plupart aux dernières classes, et les succès de la flotte furent autant de succès pour la démocratie. Dans son ardeur pour la liberté, Athènes était d'ailleurs plus apte qu'aucune autre cité grecque à confondre les intérêts généraux du

panhellénisme avec les siens propres. L'Athénien a de l'étendue dans l'esprit; il est idéaliste; il s'élève au-dessus des faits particuliers pour embrasser l'ensemble des choses. Les grands mots et les grands sentiments désintéressés font vibrer son âme d'artiste. Ce n'est pas seulement son indépendance à lui, sa liberté politique, ses institutions démocratiques qu'il défend; il a conscience qu'il défend la cause de tous les Grecs et celle même de la civilisation; et cette conscience lui vient du juste orgueil que lui donne sa qualité de libre citoyen d'une démocratie.

§ 2. — ATHÈNES ET LES CITÉS GRECQUES.

Le triomphe de la Grèce sur la Perse ouvrait pour la démocratie athénienne une ère d'hégémonie glorieuse, mais aussi de difficultés extrêmement graves. De nouveaux problèmes, bien plus difficiles à résoudre, se posaient devant elle. Pour repousser les barbares, il lui avait suffi d'être héroïque. Pour régler ses relations avec les autres cités grecques, ce n'était pas trop de l'esprit politique le plus avisé, et les qualités même d'ardeur et d'enthousiasme qui l'avaient si bien servie jusque-là, pouvaient lui devenir des pièges. Il est plus facile à un peuple généreux et d'imagination vive d'être héroïque dans un grand péril

que d'être sage dans les difficultés journalières.

Le problème était double, en effet. D'une part, Athènes avait formé une confédération défensive et offensive dont l'objet initial avait été la lutte contre la Perse et que les nécessités d'une action énergique avaient peu à peu transformée en une sorte d'empire (*ἀρχή*), où Athènes commandait souverainement : qu'allait devenir cette confédération, maintenant que le danger perse semblait écarté ? D'autre part, cette puissance nouvelle d'Athènes n'était pas sans inquiéter Lacédémone, la capitale de la Grèce dorienne et longtemps la première cité du monde hellénique : comment se dénouerait la rivalité des deux cités ?

Thucydide explique à merveille par quelle suite de nécessités politiques et de sentiments profondément humains Athènes était arrivée à constituer sa domination : c'était d'abord la crainte des Perses, qui avait jeté les alliés dans ses bras ; ensuite, elle avait vu l'honneur et le profit qu'elle pouvait tirer des circonstances, et elle avait pris goût à cette hégémonie qui lui était venue spontanément. Pour la rendre plus solide, elle avait favorisé chez ses alliés les révolutions démocratiques, car le peuple tournait plutôt les yeux vers Athènes, tandis que les aristocrates « laconisaient ». De plus, elle avait resserré peu à peu les liens de dépendance entre ses alliés et elle, si bien qu'elle en

avait fait de véritables sujets, par l'obéissance et le paiement de l'impôt.

L'organisation d'une ligue permanente de cette sorte, fortement concentrée sous une domination unique, était en Grèce une nouveauté. La confédération des cités doriennes sous l'hégémonie spartiate était toute différente : c'était une entente assez lâche, qui laissait aux confédérés la plénitude de leur autonomie. Ici, pour la première fois, apparaissait une tentative d'organisation unitaire fort étrangère aux habitudes grecques. Il était certain que, le péril barbare ayant disparu, les vieilles tendances à l'autonomie allaient reprendre force, et que la jalousie de Lacédémone leur offrirait un point d'appui.

Que pouvait faire Athènes ? Relâcher le lien fédéral ? Rendre à ses alliés l'autonomie ? C'est l'opinion qu'exprimait plus tard Isocrate, qui rêvait d'une confédération volontaire, cimentée uniquement par la justice et par la confiance réciproque. Mais cette conception ne paraît pas s'être présentée un seul instant à l'esprit de Périclès et de ses contemporains. Il n'y a pas lieu d'en être surpris : c'était là une idée de moraliste plutôt que d'homme d'État ; on n'a jamais vu d'empire se dissoudre lui-même de son plein gré, pour la plus grande gloire de la morale absolue. Il y avait d'ailleurs, dans cette tentative d'organisation du monde grec, un principe

qui pouvait être fécond, et c'est probablement un malheur pour la Grèce entière que la tentative ait échoué. Ajoutons qu'Athènes avait aussi des obligations envers ces démocraties qu'elle avait elle-même constituées et qui redoutaient plus, en général, une réaction aristocratique et lacédémonienne que la continuation de l'empire athénien : car les défections des alliés, quand elles se produisirent durant la guerre du Péloponèse, furent toujours le fait du parti aristocratique. Bref, Athènes n'avait pas le choix : une fois engagée dans la voie où la force des choses l'avait poussée, elle devait maintenir à tout prix son hégémonie sur ses alliés ; c'est ainsi qu'en jugèrent tous ses hommes d'Etat.

Mais on pouvait différer d'avis sur les détails de la conduite à tenir à l'égard des alliés ; sans rien abandonner du principe, on pouvait user envers eux d'une politique plus ou moins souple, plus ou moins libérale et modérée. Il y eut alors, parmi les hommes d'Etat Athéniens, des esprits absolus et des politiques moins intransigeants. C'est ce qu'on voit clairement dans la discussion relative à la révolte de Mitylène. Cléon, le célèbre démagogue, est partisan de l'énergie impitoyable : il représente l'empire Athénien comme une « tyrannie », qui ne peut se maintenir que par la terreur. Diodote, son adversaire, soutient que le véritable intérêt d'Athènes commande une politique toute

différente, plus mesurée, plus clairvoyante; qu'il faut se garder d'irriter les démocrates de Mitylène en même temps que les aristocrates, et qu'une fermeté habile suffira pour intimider les insoumis, sans risquer de pousser au désespoir et à la haine irréconciliable toute une population qu'on peut ramener à l'obéissance. Il est juste d'ajouter que, si l'opinion de Cléon triompha le premier jour, celle de Diodote reprit l'avantage le lendemain, après que la réflexion eut fait son œuvre dans l'esprit des Athéniens.

D'une manière générale, on ne saurait dire que la conception impérialiste d'Athènes ait été une folie, comme le prétend Isocrate, ni que sa politique envers ses sujets ait été déraisonnable. Ce qui le prouve, c'est que les défections, en somme, furent lentes à se produire : dans toute la première partie de la guerre du Péloponèse, il y en a fort peu, et elles sont vite réprimées; elles ne se multiplient qu'après le désastre de Sicile, par l'intervention de plus en plus efficace de Lacédémone. Est-ce uniquement la « terreur », selon le mot de Cléon, qui retenait les sujets dans l'obéissance? Assurément non. Malgré le nombre de ses vaisseaux et le courage de ses hoplites, Athènes n'aurait pu soumettre par force à son joug la moitié de la Grèce, surtout en face de Lacédémone devenue son ennemie. Elle était, à

l'égard de ses sujets, dans la situation que décrit Aristote comme étant celle des vicilles royautés en face de leurs peuples : les rois, n'ayant point de mercenaires à leur solde comme les tyrans, ne se faisaient obéir qu'autant que les peuples y consentaient : la tradition et le respect créaient la docilité des sujets. Athènes avait su aussi conquérir le respect par sa conduite au temps des guerres médiques, et elle avait lié à sa cause les partis démocratiques des cités. Elle était assez forte pour réprimer une défection isolée, mais sa puissance sur l'ensemble des cités sujettes venait surtout de ce qu'elle était considérée comme la première des villes ioniennes, la plus glorieuse et la plus civilisée, celle qui défendait l'esprit ionien contre l'invasion du dorisme. C'est donc la politique de Diodote plus que celle de Cléon qui inspirait en général la conduite d'Athènes envers ses alliés, et, quelque rude qu'ait semblé parfois sa domination à des Grecs naturellement peu disciplinés, on ne saurait souscrire sans réserve aux condamnations absolues qui ont été si souvent portées contre l'empire athénien. En somme, Athènes a résolu la question de principe de la seule manière qui fût acceptable, et, dans l'application, elle ne paraît pas avoir méconnu gravement ce que les circonstances exigeaient.

Mêmes difficultés au sujet de ses relations avec

Lacédémone, avec cette différence que le problème semblait admettre des solutions plus opposées. Périclès crut la lutte inévitable, et décida de l'engager au moment qu'il jugeait le plus favorable aux intérêts d'Athènes. Thucydide semble avoir été du même avis; à ses yeux, Lacédémone ne pouvait se résigner à la grandeur d'Athènes et c'est elle surtout qui voulut la guerre¹. Il est difficile de croire que ces vues fussent inexactes. N'oublions pas que la guerre était encore, dans la Grèce ancienne, une chose normale, ordinaire, et qui constituait la principale occupation des cités. Platon, dans le premier livre des *Lois*, donne l'opinion contraire comme une nouveauté, une sorte de paradoxe, étranger à l'esprit de ses contemporains. Aristote dit expressément que toute la constitution de Sparte tendait à la préparation à la guerre et que rien n'y était organisé en vue de la paix². Il est donc évident que la manière de voir de Périclès avait beaucoup de chances d'être juste. Il y avait pourtant à Athènes un parti de la paix. Il comprenait d'abord les « laconisants », c'est-à-dire les aristocrates, amis de Lacédémone, et se fortifia ensuite, après les premières souffrances de la guerre du Péloponèse, par le mécontentement des gens paisibles, des ruraux

1. THUCYDIDE, I, 23, 6 et 86, 5.

2. *Politique*, II, 6, p. 1271, B, 1, 339.

surtout, dont les terres étaient dévastées. Aristophane a été leur interprète le plus éloquent : il arrive peu à peu à concevoir un idéal de concorde panhellénique qui n'est pas très différent de celui que devait plus tard prêcher Isocrate. Mais cet idéal aurait eu besoin d'être prêché à Lacédémone aussi bien qu'à Athènes, et il est douteux qu'il y eût obtenu plus de succès. En réalité, le temps ne vint jamais pour la Grèce de mettre en pratique ces belles leçons, et les malheureuses cités grecques restèrent jusqu'au bout, et de plus en plus, gouvernées par des traditions tout opposées. Quant aux « laconisants » du v^e siècle, ils ne pouvaient être que suspects à une démocratie qui sentait en eux des adversaires.

La guerre fut donc déclarée. Le peuple se rangeait à l'avis de son plus grand homme d'État ; on ne saurait lui en faire un reproche. Il est juste aussi de reconnaître qu'il soutint alors de cruelles misères avec une constance admirable. La peste, le ravage de l'Attique, vinrent coup sur coup l'éprouver. Sauf un court moment de révolte contre l'autorité de Périclès, il demeura inébranlable dans ses résolutions. En somme, la première partie de la guerre donna raison à la politique de Périclès et du peuple. Malgré certaines fautes commises sous l'influence de Cléon, la paix de Nicias, en 421, couronnait dix années

de lutte par un succès qui aurait pu être définitif.

C'est alors que tout se gâte par la folie de la guerre de Sicile. L'imagination populaire, atteinte de mégalomanie, se prête complaisamment aux mirages que déroule devant elle l'éloquence d'Alcibiade. Pour comble de malheur, dans un de ces accès de nervosité soupçonneuse auxquels les foules sont sujettes, le peuple, ému par la mutilation mystérieuse des Hermès, rappelle Alcibiade déjà en route pour la Sicile, se prive ainsi du seul général qui fût capable de faire peut-être tourner à bien une expédition aventureuse, et le remplace par Nicias, qui avait toujours considéré cette guerre comme une folie. Dès lors, les événements se précipitent : l'expédition aboutit à un désastre qui laisse Athènes à jamais meurtrie. Pendant dix années encore, la lutte se poursuit contre Lacédémone, avec des alternatives de revers et de succès, compliquée parfois de graves désordres intérieurs. Arrive enfin la défaite définitive, à Ægos-Potamos, avec la prise d'Athènes par les Spartiates, la destruction des Longs-Murs, la ruine de l'empire maritime athénien, la domination des Trente Tyrans. C'est l'écroulement total d'un beau rêve, qui n'était probablement pas irréalisable, mais qui eût exigé jusqu'au bout la forte main d'un véritable chef, d'un Périclès, capable, comme le dit Thucydide, tantôt de relever le courage du

peuple quand il s'abattait sans raison, tantôt au contraire de réprimer ses imaginations aventurées, et toujours de le diriger avec une fermeté clairvoyante.

La suite de l'histoire extérieure d'Athènes jusqu'à la lutte contre la Macédoine présente encore, avec moins d'énergie exubérante, des contrastes analogues. Les Trente Tyrans sont renversés par Thrasybule, et la démocratie est rétablie : la concorde renaît, grâce à l'amnistie de 403. Et presque aussitôt, la vitalité athénienne, quoique affaiblie, se manifeste de nouveau. Lacédémone victorieuse avait irrité toute la Grèce par la brutalité de son hégémonie. Athènes renoue des alliances. Elle reconstitue sa marine; elle relève ses murs après la bataille de Cnide en 394. Lacédémone, malgré quelques succès en Grèce, se voit obligée de conclure avec la Perse le traité déshonorant d'Antalcidas (388), qui abandonne l'Ionie aux barbares. Athènes continue à réparer ses forces. Pendant que Lacédémone est aux prises avec diverses cités grecques, et notamment avec Thèbes, Athènes se rapproche de ses anciens sujets.

En 377, elle reconstitue une nouvelle ligue maritime dans un esprit plus libéral qu'autrefois : un conseil commun, siégeant à Athènes, réglera les affaires de la Confédération, chaque ville alliée

disposant d'un suffrage¹. Athènes redevient ainsi le centre d'un empire. Puis elle fait la paix avec Sparte, qu'elle laisse s'épuiser dans sa lutte malheureuse contre Thèbes. Vers 360, Athènes était redevenue, avec Thèbes, la première puissance de la Grèce. Mais, presque aussitôt, les principales cités de son nouvel empire maritime se détachent d'elle, par un brusque retour de cet esprit d'autonomie qui rendait impossible en Grèce l'établissement de toute confédération durable. La guerre sociale (357-355) la laisse de nouveau isolée, réduite à ses seules ressources, et obligée à une politique d'extrême prudence. Or, à ce moment, Philippe est depuis quatre ans déjà roi de Macédoine et vient de manifester par ses premiers actes une activité menaçante : de nouveaux dangers, beaucoup plus graves, vont surgir.

La période d'un demi-siècle dont nous venons de rappeler les principaux traits est, pour toute la Grèce, une triste époque. Ce ne sont que guerres incessantes de ville à ville, impuissance humiliée devant les barbares (malgré l'épisode des Dix-Mille et une campagne d'Agésilas), affaiblissement définitif de Lacédémone, réduite à une pénurie d'hommes extraordinaire, grandeur éphémère et toute relative de Thèbes, qui est incapable de soutenir sa fortune. Tous les écrivains grecs, en par-

1. DIODORE, XV, 28.

lant de ces tristes temps, répètent sans cesse le même mot, *ταραχή*, c'est-à-dire trouble, désordre général, chaos politique. Tout ce qu'on peut dire d'Athènes, c'est que, dans cet universel désarroi, c'est encore elle qui fait la meilleure figure. Si elle a eu quelques généraux, Conon, Iphicrate, Timothée, elle ne semble pas avoir rencontré d'hommes d'État supérieurs. Ce qu'elle a fait, elle l'a dû surtout à ce fonds de traditions, à ces dons naturels d'intelligence et de souplesse qui étaient son privilège héréditaire. Et le résultat total de ses efforts se réduit à peu de chose. Faut-il en accuser ses institutions? Ce serait évidemment téméraire, puisque les autres gouvernements grecs ont encore moins bien réussi, et que Sparte notamment, est tombée dans une décadence profonde et irrémédiable. La situation générale était si difficile et si troublée, que même un homme de génie aurait eu probablement de la peine à la débrouiller. Mais cet homme de génie ne s'est pas rencontré. Athènes et toute la Grèce en ont subi les conséquences.

§ 3. — ATHÈNES ET LA MACÉDOINE.

Nous voici donc arrivés au dernier acte, au moment où l'orage s'amasse du côté de la Macédoine. Philippe, dès son avènement, avait fait voir qui il était. Très cultivé, très intelligent, très actif

et très ambitieux, il avait en mains un instrument redoutable : une armée solide et belliqueuse, à laquelle il commandait en maître absolu. Démosthène arrivait alors à la vie publique. Dès le premier jour, il vit le danger et s'efforça de le prévenir par une politique d'action à la fois résolue et réfléchie. Mais il trouva d'abord peu d'écho dans les sentiments de l'Assemblée, et l'on ne saurait s'en étonner. En outre, ce que nous avons dit plus haut de la situation d'Athènes en face de ses sujets est vrai aussi de sa situation en face de Philippe. Un élément nouveau entre alors dans la politique internationale, l'existence d'une monarchie militaire très forte, qui n'est pas, comme la monarchie perse, une puissance barbare, mais qui a pris à la civilisation grecque ses meilleures ressources. Contre une pareille monarchie, l'autonomie des cités ne suffit plus. Une alliance étroite entre tous les Grecs serait indispensable : mais comment la faire sortir du chaos de leurs rivalités héréditaires et de leurs conflits ?

Encore sous le coup de la guerre sociale, déshabitués de toute politique à longue portée par cinquante ans d'efforts au jour le jour et de tâtonnements, avides de repos, inquiets de l'état des finances, les Athéniens n'étaient pas d'humeur à écouter les appels importuns de Démosthène. Leur ardeur d'autrefois était tombée. Ce n'est pas qu'au

fond ils fussent devenus très différents de ce qu'ils avaient toujours été ; mais les mêmes instincts, dans des circonstances nouvelles, produisaient des effets opposés. Leur imagination, qui faisait autrefois miroiter à leurs yeux des succès problématiques, leur grossissait maintenant les dangers. Leur optimisme se contentait de souvenirs ou d'espérances vagues. Leur individualisme, qui avait jadis trouvé satisfaction dans la gloire de la cité à laquelle ils étaient fiers d'appartenir, se repliait sur lui-même et cherchait des avantages plus sûrs ou plus immédiats dans les menus plaisirs de la vie privée. Ils étaient las de vouloir et d'agir. Quand on lit successivement le portrait que Thucydide a tracé des Athéniens du v^e siècle et celui qui se dégage des discours de Démosthène, il semble d'abord qu'on ait affaire à deux peuples différents : là, tout est ardeur, audace, confiance en soi ; ici, indolence, légèreté, vaines paroles qui ne sont pas suivies d'effet. En réalité, c'est bien toujours le même peuple, mais qui a vieilli : dans le premier portrait, il ressemble au jeune homme d'Aristote, qui est plein de confiance, parce qu'il n'a pas encore été « humilié par la vie » ; dans le second, il ressemble au vieillard, refroidi par les épreuves.

Les chefs qui s'offraient à le conduire ou qui lui prodiguaient leurs conseils dans leurs écrits, se partageaient naturellement entre deux tendances

opposées. Les uns se laissaient aller au courant et vantaient la paix ; les autres essayaient de réagir en réveillant l'énergie nationale. Dans chacun de ces deux partis, des nuances individuelles se faisaient jour. Parmi les pacifiques, il y a des utopistes, comme Isocrate, qui croit au désintéressement de Philippe ; des hommes d'affaires, comme Eubule, qui songent avant tout à réparer les finances ; des esprits chagrins et pessimistes, comme Phocion, qui méprisent leurs concitoyens ; des cabotins d'honnêteté douteuse, comme Eschine, qui trouve son intérêt à ne pas voir trop clair dans les projets de Philippe ; enfin des aventuriers, comme Démade, qui est ouvertement aux gages de la Macédoine. Parmi les défenseurs de la politique d'action, il y a des esprits absolus et étroits, comme Lycurgue ; des violents, comme Hypéride ; un grand politique enfin, Démosthène, qui ne sépare pas l'énergie de la connaissance exacte du possible, et qui veut que l'action soit préparée avec soin.

Entre tant de conseillers, il n'est pas surprenant que le peuple ait préféré d'abord et pendant assez longtemps ceux dont les avis s'accordaient avec ses tendances, presque avec ses besoins ; d'autant plus que leurs arguments n'étaient pas sans valeur : Eubule, en particulier, avait quelque raison de redouter l'excès des dépenses militaires, bien qu'il eût le tort d'être moins sensible à l'inconvénient

des dépenses consacrées aux fêtes et aux spectacles. Quand enfin la chute d'Olynthe, en 348, puis les funestes conséquences de la paix conclue avec Philippe en 346, eurent secoué la torpeur générale, on s'aperçut que Démosthène avait dit la vérité, quelque désagréable qu'elle pût être à ses auditeurs, et la faveur alla vers lui. Il est honorable pour le peuple d'avoir alors consenti à oublier sa vieille antipathie contre Thèbes pour nouer avec elle l'alliance que lui conseillait Démosthène au nom des intérêts de toute la Grèce. Durant quelques années, l'orgueil du passé athénien, le souvenir des généreuses traditions d'autrefois se réveilla dans les âmes assez fortement pour aboutir non plus à de simples paroles, mais à des actes. Quand la fortune, à Chéronée, eût trahi cet effort généreux, mais tardif, le peuple s'honora encore en ne désavouant pas l'orateur qui lui avait montré le devoir. Et cette faveur du peuple fut persistante : huit ans plus tard, Eschine essaya en vain de faire condamner rétrospectivement par les juges la politique de Démosthène ; c'est lui qui fut vaincu devant le tribunal, et de telle sorte qu'il dut s'exiler. Quand éclata l'affaire d'Harpale, en 424, Démosthène fut accusé de concussion par son ancien allié Hypéride. Cette fois; le peuple abandonna Démosthène, mais non pour longtemps : si l'obscurité de toute l'affaire, certaines apparences défavorables à Démos-

thène, l'autorité d'Hypéride, enfin, avaient pu agir sur l'opinion, dès l'année suivante, Démosthène rentrait en triomphe. On sait qu'il mourut peu après, victime de l'implacable hostilité des Macédoniens. Ainsi, jusqu'au bout, le peuple a reconnu en Démosthène le plus courageux et le plus clairvoyant défenseur de son indépendance.

L'histoire politique de la démocratie athénienne finit avec Démosthène. Après lui, sous la domination de la Macédoine, Athènes n'est plus que l'ombre d'elle-même. Elle continue de nommer des archontes et de tenir des Assemblées; mais elle n'est, alors, en réalité, qu'un musée et une école.

Quand on jette un coup d'œil d'ensemble sur ces deux siècles de politique extérieure, on y voit, comme dans toutes les choses humaines, des lumières et des ombres. Lesquelles l'emportent, en définitive? Les fautes commises sont incontestables, mais tous les revers, dans cette histoire, ne sont pas dus uniquement à des fautes. Le dernier de tous, en particulier, était probablement fatal; car il ne dépendait pas d'Athènes d'empêcher une grande royauté militaire, commandée successivement par deux hommes de génie, de surgir brusquement dans le monde au milieu du morcellement et du désarroi des cités grecques. Athènes a fait deux tentatives pour tirer la Grèce de ce morcellement. Elle n'y a pas réussi, mais l'entreprise, qui

était fort difficile, méritait d'être tentée, et la conception même en est honorable pour Athènes. N'oublions pas, enfin, que cette histoire s'ouvre par la période triomphante des guerres médiques et que la défaite qui l'a terminée a sa grandeur et sa beauté, puisqu'elle fut subie, dans des conditions inégales, pour l'indépendance de toute la Grèce, non moins que pour celle d'Athènes elle-même. Il est permis de se demander si l'on trouverait beaucoup de peuples qui pussent offrir, en deux siècles de leur histoire extérieure, plus de grandes choses à l'attention de la postérité.

III. — Les arts de la paix.

La politique, quelque place qu'elle ait tenue dans la vie d'Athènes, n'en est d'ailleurs qu'une partie. A la différence de Sparte, Athènes a d'autres préoccupations que celle de la guerre. Elle ne s'est même pas absorbée dans les discussions de la place publique et des tribunaux. Elle a été à tous égards une source incomparablement riche de civilisation, et ce n'est pas un simple hasard qui a fait naître tant d'activité pacifique et tant de beauté dans la plus grande ville démocratique du monde ancien.

Nous avons vu plus haut quelles leçons de toute sorte le jeune Athénien, devenu homme, recevait de l'art et de la vie. Nous n'avons pas à revenir

ici sur l'activité intelligente de cette vie, ni sur la noblesse et la grandeur de cet art. Mais ce qu'il faut dire expressément, c'est que, si l'art et la vie, à Athènes, ont présenté ces caractères supérieurs qui en faisaient une éducation pour le citoyen, ni l'un ni l'autre n'étaient des plantes importées du dehors et venues on ne sait d'où. C'est le sol athénien qui les avait produites et c'est dans l'atmosphère de la liberté démocratique qu'elles s'étaient épanouies. De sorte qu'après avoir signalé leur action sur chaque citoyen en particulier, il faut ajouter qu'elles étaient en même temps le produit de la collectivité. Elles étaient à la fois causes et effets, comme il arrive dans toutes les choses sociales. Il est donc juste d'en faire honneur à la démocratie athénienne et de les compter parmi ses œuvres au même titre que sa politique intérieure ou extérieure.

Le trait saillant de la vie athénienne, c'est la libre floraison d'individualisme déjà notée par Thucydide. Un Platon n'était pas éloigné de voir là un bel exemple d'anarchie pure. Et ce n'est pas seulement dans les choses de la politique que Platon en jugeait ainsi : sa critique s'adressait également aux occupations de la vie pratique et à la culture des arts. Il était choqué de voir un Athénien faire successivement tous les métiers et le premier venu décider du mérite d'une tragédie. C'est l'épanouis-

sement naturel et spontané de la vie qu'il détestait sous toutes ses formes. Il était en cela parfaitement logique, et il aurait eu tout à fait raison s'il était vrai que les systèmes des législateurs et des philosophes fussent capables de susciter une vie plus belle que celle que produit la nature. Par malheur, ce qui manque surtout aux systèmes, c'est la vie : ils sont beaux, quelquefois, mais toujours ils sont morts. Le grand mérite de la liberté athénienne fut au contraire de provoquer partout l'explosion de la vie. L'individualisme excessif peut avoir ses inconvénients dans la politique, qui est essentiellement action collective, et qui, à ce titre, exige une certaine coordination des efforts individuels en vue d'une fin commune. Mais les dangers de l'individualisme sont évidemment bien moindres dans les initiatives de la vie privée et surtout dans celles de la création artistique, qui exige précisément chez l'artiste une personnalité originale. Notons d'ailleurs, et c'est là un trait fort curieux de l'art athénien, que nulle part les excès possibles de l'individualisme, ceux qui aboutissent à la bizarrerie et au raffinement maladif, ne furent contenus plus fortement qu'à Athènes par l'influence de la tradition et du sens commun. Cela peut sembler à première vue paradoxal, et c'est cependant la conséquence directe des conditions où s'exerce la liberté de l'artiste athénien ; celui-ci, en effet,

quelle que soit la force de son originalité, s'adresse toujours à la foule, à l'âme collective du peuple, et non à un cénacle. Qu'il fasse une tragédie, une comédie, un poème lyrique, un discours, il ne sera pas jugé par quelques raffinés, mais par un public immense, vingt fois plus nombreux que celui de nos plus grands auditoires ordinaires, et qui, justement parce qu'il est une foule, sera plus touché par une parole qui réveille en lui ses sentiments héréditaires que par d'ingénieuses recherches de pensée ou de forme. Cela n'empêche pas un Phidias, un Sophocle, un Euripide, de fréquenter les plus savants et les plus libres esprits d'Athènes ; mais cela les oblige, quand ils font œuvre d'artistes, à traduire leur pensée profonde sous des formes qui soient intelligibles et sensibles à la majorité des Athéniens. Ils seront à la fois nouveaux et traditionnels, respectueux des thèmes consacrés et capables de les rajeunir. L'art sert d'intermédiaire naturel entre les divers courants de la pensée nationale. Il peut puiser ses inspirations aux sources les plus hautes, mais il faut toujours qu'il en abreuve la foule, et, grâce à cette nécessité, il ne perd jamais le contact de l'âme populaire. Or, c'est la vie démocratique, ce sont les institutions athéniennes qui lui imposent cette précieuse obligation. Plus tard, à Alexandrie, à Pergame, il n'y aura plus de peuple véritable, de peuple habitué à déli-

bérer sur des grandes affaires et à se conduire lui-même ; il n'y aura plus que des cénacles et une populace. La grandeur de l'art d'Athènes vient pour une large partie de ce qu'Athènes a été pendant deux siècles une démocratie active, intelligente et cultivée.

Il y a cependant, parmi les œuvres de l'esprit, tout un domaine qui n'est accessible à la foule en aucun temps : ce sont les parties les plus hautes de la philosophie et de la science. Le plus grand service que la foule puisse rendre aux chercheurs de vérité, c'est de les laisser libres. Or, ce service, on peut affirmer que le peuple d'Athènes le leur a rendu mieux peut-être qu'aucun autre peuple. Et ce n'est pas seulement parce que sa religion était dépourvue de théologie, ni parce que la foule ignorait ou dédaignait ce qui se passait dans les écoles. Bien que ces raisons aient leur valeur, elles ne sont pas les seules. L'habitude athénienne de laisser chacun fort libre était merveilleusement favorable au progrès de la pensée. La parole, d'ailleurs, tenait trop de place dans toute l'existence des Athéniens pour qu'on fût très prompt à s'effaroucher des libertés qu'elle pouvait prendre. L'exemple des poètes comiques suffirait à le montrer. L'acte d'un prêtre ou d'une prêtresse qui violait une prescription rituelle, ou celui d'un écervelé qui mutilait un Hermès, étaient beaucoup plus capables d'émou-

voir la foule que quelques paroles plus ou moins hardies. Les exemples d'intolérance à l'égard de la pensée sont rares dans l'histoire d'Athènes, et les plus fameux s'expliquent par des causes accessoires. Si Socrate fut condamné, c'est d'abord parce qu'il sembla chercher lui-même sa condamnation, et ensuite parce qu'il parut, au lendemain de la tyrannie des Trente, solidaire du mouvement d'idées qui avait abouti au renversement de la démocratie. Aristote, dit-on, fut aussi inquiété : mais il avait été le précepteur d'Alexandre, et l'accusation d'impiété dirigée contre lui fut la conséquence d'une violente réaction antimacédonienne au lendemain de la mort du roi de Macédoine.

Les rares exemples qu'on pourrait ajouter à ceux-là s'expliquent de la même manière. Il faut donc reconnaître que nulle part la pensée n'a été aussi libre qu'à Athènes. Ce que la démocratie a souvent poursuivi et frappé par motif de piété, ce ne sont pas des pensées, mais des actes. La violation des lois de la cité en matière religieuse était un crime sévèrement puni. Qui pourrait s'en étonner ? Mais ces lois n'enchaînaient en aucune manière la liberté de la pensée, et il serait impossible de soutenir que l'obligation de respecter les prescriptions extérieures du culte ait empêché ou retardé chez les Athéniens l'éclosion d'aucune idée digne de vivre. Quand la philosophie se développa, au iv^e siècle,

Athènes fut la patrie privilégiée des philosophes. Elle le resta, et, dès le siècle suivant, toutes les grandes écoles y avaient élu domicile. Le respect de la libre spéculation fut une des traditions les plus fortes et les plus glorieuses de l'esprit athénien, et, si la foule demeura étrangère à ces recherches (comme il était inévitable), elle eut, du moins, le rare mérite de ne jamais y mettre obstacle.

IV. — Conclusion sur la démocratie athénienne.

Quels que soient les défauts de la démocratie athénienne, on l'a trop souvent jugée, dans l'ensemble, d'après les critiques portées contre elle par les philosophes, c'est-à-dire par des hommes dont l'idéal rationnel était inconciliable avec la liberté exubérante et féconde de la vie réelle. Pour un Socrate, pour un Platon, même pour un Aristote, la cité parfaite doit ressembler à l'âme du sage, où la raison imperturbable domine les passions, où un bel ordre harmonieux (εὐκωσμία) est la condition de toute vertu et de tout bonheur. Il est clair que la cité réelle, dans l'incessant conflit des intérêts et des sentiments, ne pouvait ressembler à cet idéal. De là tant de critiques sévères et tant de constructions utopiques. Mais cet idéal est une abstraction qui s'inspire de la géométrie et de la morale plus que d'une conception exacte de la

vie. Jamais cité de cette sorte n'a existé, pas plus sous la forme monarchique ou aristocratique que sous la forme démocratique. Celle-ci, la seule que les penseurs grecs eussent devant les yeux, a forcément attiré plus que les autres leur attention et leurs reproches. Mais il ne serait pas juste d'oublier que le gouvernement parfait ne peut se réaliser que dans les *Cyropédies* et les *Télémaques*. Ou plutôt, il faut avouer que ce gouvernement idéal est toujours, en somme, une construction assez grêle, dont la beauté même, toute géométrique, pâlit singulièrement devant la beauté de la vie. L'idéal politique de ces sages et de ces penseurs est à l'image de leur science, hardie, synthétique, élégante, mais trop jeune encore pour concevoir clairement l'infinie complexité des choses et la grandeur de la nature. Ils croient l'emprisonner dans leurs systèmes métaphysiques et ne s'aperçoivent pas qu'elle leur échappe de toutes parts. De même, ils attribuent à leur législateur idéal le pouvoir quasi divin de régler la vie collective de l'humanité, sans se douter qu'en la réglant ainsi arbitrairement, ils l'appauvrissent, et que le flux éternel des choses, aperçu déjà par Héraclite, se jouera sans fin de leurs combinaisons arbitraires, créant toujours plus de formes qu'ils n'en peuvent imaginer, et en somme plus de beauté que leur raison n'en peut concevoir. Leurs critiques de détail sont souvent

instructives et justes, quand elles s'inspirent de l'observation des faits ; mais leurs conclusions générales sont suspectes, parce qu'elles procèdent presque toujours de leur système, c'est-à-dire d'une conception arbitraire et incomplète de la réalité.

Quand on examine les faits sans parti pris, on est amené à reconnaître que la démocratie athénienne a été une des plus grandes créations du génie grec. Elle a conçu un idéal de vie collective très noble, où la loi, c'est-à-dire la raison commune, serait la règle suprême des actions, et où l'individu cependant aurait un large espace pour se mouvoir librement et développer toutes ses forces. Cet idéal, qui devait être de plus en plus celui de l'avenir, elle l'a conçu et exprimé avec une claire conscience, dès le temps de Solon, de Clisthène, de Périclès. En fait, malgré les inévitables imperfections des choses humaines, elle l'a réalisé dans une mesure assez large pour que les deux siècles environ qui correspondent à l'épanouissement de ses institutions aient été une période de fécondité incroyable dans tous les ordres d'activité humaine, dans la vie publique et privée, dans les arts, dans la pensée. L'humanité n'a guère connu de période où un groupe politique ait été plus véritablement « civilisé », dans le sens plein du mot, et qui ait laissé à l'avenir un héritage plus riche en œuvres

et en suggestions de toute sorte. C'est là, sans aucun doute, un glorieux bilan : car quel peut être, en somme, l'objet idéal de la vie d'un peuple, sinon de marquer sa place au premier rang parmi ceux dont les exemples constituent la trame de l'évolution humaine civilisée ?

CHAPITRE V

Les diverses démocraties grecques.

- I. COUP D'ŒIL GÉNÉRAL.
- II. LES DÉMOCRATIES DANS LA CONFÉDÉRATION ATHÉNIENNE.
- III. LES AUTRES DÉMOCRATIES DE LA GRÈCE PROPRE.
- IV. LA DÉMOCRATIE EN SICILE.
- V. LA FIN DES DÉMOCRATIES GRECQUES.

I. — Coup d'œil général.

Le mouvement démocratique, dont nous venons de suivre le progrès à Athènes, n'y fut pas confiné. Il s'étendit à tout l'hellénisme, et même les parties du monde grec qui y résistèrent en subirent l'influence.

Dès le VIII^e siècle, nous l'avons vu, les vieilles royautés patriarcales étaient en pleine dissolution d'un bout à l'autre de l'hellénisme. Le progrès de la population, l'extension du commerce maritime, celui de l'industrie et du travail servile, l'accroissement des cités, la fondation des colonies, le développement de la richesse, tout concourait à boule-

verser l'ancien ordre de choses. Presque partout, ce sont d'abord les aristocraties qui profitent de cette évolution pour accroître leur puissance au détriment des familles royales. Mais les gouvernements aristocratiques sont plus durs et plus oppressifs pour la foule des humbles que ne l'avaient été les vieilles royautés. L'âpre lutte pour la richesse est la loi de ces sociétés jeunes et actives, et, dans la lutte, les faibles sont écrasés. De là, des révoltes populaires, suivies ordinairement de violentes répressions. Ces luttes intestines, après avoir duré un ou deux siècles, aboutirent en général à la tyrannie, c'est-à-dire à l'établissement de pouvoirs despotiques fondés sur la force et visant à devenir héréditaires.

Parmi ces tyrans, les uns avaient été appelés au pouvoir par l'oligarchie et s'étaient ensuite affranchis de tout contrôle; les autres, au contraire, s'étaient donnés pour les amis des pauvres et avaient conquis la suprême puissance à l'aide de la multitude¹. Pisistrate est l'exemple le plus fameux de ce second genre d'usurpateurs. Quelques-uns furent des hommes intelligents et firent des choses utiles ou brillantes. Mais tous avaient ce caractère commun de ne reconnaître d'autre loi que leur bon plaisir et de maintenir leur domination à l'aide de mercenaires. Pendant le siècle

1. ARISTOTE, *Polit.*, VIII. p. 1310, B, 15-31.

qui précéda les guerres médiques, la Grèce presque entière était tombée sous ce régime¹.

L'opposition contre les tyrans vint d'abord de Lacédémone, qui avait traversé, elle aussi, une longue période de troubles violents, mais sans subir de tyrannie, et qui, dès le VIII^e siècle, était arrivée à un état d'équilibre assez stable². Avec ses deux rois héréditaires, sa *gérousia* aristocratique, ses éphores qui représentaient l'ensemble des citoyens, elle offrait l'exemple, alors unique en Grèce, d'une constitution mixte, plus voisine de l'aristocratie que de la démocratie, et qui conciliait assez heureusement les diverses tendances du moment. Cette stabilité intérieure, jointe à une puissance militaire de premier ordre, lui assura pendant longtemps une suprématie incontestée. Elle s'en servit pour combattre les tyrans, qu'elle finit par détruire à peu près partout, et pour substituer à ces pouvoirs despotiques des gouvernements plus ou moins aristocratiques qui fussent mieux d'accord avec ses propres institutions.

L'expulsion des Pisistratides, accomplie par Athènes en 510, puis l'établissement de la démocratie clisthénienne, changèrent le cours des choses. Après les guerres médiques, Athènes se trouva aussi puissante et aussi glorieuse que

1. THUCYDIDE, I, 18, 1.

2. THUCYDIDE, *ibid.*

Lacédémone. Tandis que les cités continentales de la Grèce, plus ou moins teintées de dorisme, continuaient de se grouper librement autour de celle-ci, les cités maritimes et insulaires, surtout celles qui étaient de race ionienne, devinrent les alliées, puis les vassales, de la grande rivale de Lacédémone. Athènes, capitale du monde gréco-ionien, devenait de jour en jour plus démocratique : par une tendance naturelle, elle développa de toutes ses forces la démocratie chez ses alliés et ses sujets, sachant bien que les aristocrates, en tout pays, seraient toujours disposés à tourner leurs regards vers Lacédémone, tandis que le peuple serait son plus ferme appui.

Ionisme et démocratie, d'une part, dorisme et aristocratie, de l'autre, furent des termes qu'on prit l'habitude d'associer étroitement, si bien qu'en maintes circonstances, les noms d'Ioniens et de Doriens furent invoqués comme des arguments pour faire prévaloir auprès des peuples encore neutres ou indécis, soit un des deux régimes opposés, soit l'influence d'une des deux confédérations. Ces deux confédérations vécurent en paix pendant une vingtaine d'années, puis, quand le péril asiatique parut écarté, le conflit inévitable éclata. Interrompu en 445 par la trêve dite de Trente ans, il reprit quelques années plus tard et aboutit à la guerre du Péloponèse. La lutte des

deux cités fut avant tout une lutte pour l'hégémonie ; mais elle se compliqua fatalement d'une lutte pour et contre la démocratie, puis d'un conflit de races. Ioniens et Doriens, démocrates et aristocrates se groupèrent peu à peu autour d'Athènes et de Lacédémone.

La Sicile à peu près seule, au milieu de ces conflits, eut pendant quelque temps une évolution autonome. De même qu'elle conserva ses tyrans, alors que Lacédémone renversait ceux de la Grèce propre, elle eut ensuite ses révolutions démocratiques en dehors de l'influence directe d'Athènes. Il en fut de même, et pour les mêmes raisons, dans la grande Grèce, en Crète et dans la Cyrénaïque. L'éloignement et la difficulté des relations faisaient de ces régions, doriennes pour la plupart, des parties distinctes du monde grec, non soustraites, assurément, à une certaine solidarité vague quant à l'évolution générale des idées et des institutions, mais où le contre-coup des événements de la Grèce propre, et surtout les influences ioniennes, se faisaient sentir plus lentement.

Notons cependant qu'en somme tous les mouvements démocratiques de ces pays suivirent l'établissement de la démocratie athénienne et que les agitations analogues qui avaient eu lieu antérieurement n'avaient abouti qu'à la tyrannie. Il est donc certain que l'exemple d'Athènes, pour être

moins efficace là qu'ailleurs, n'y fut pas sans influence.

Quoi qu'il en soit, on voit que le mouvement démocratique fut un fait très général dans le monde grec et que, plus tôt ou plus tard, par une cause ou par une autre, bien peu de cités y échappèrent entièrement. Même à Lacédémone, la Constitution n'était pas purement aristocratique. Ailleurs on vit fleurir des démocraties tempérées, comme à Chios ou à Marseille. Ailleurs encore, il y eut de brusques explosions démocratiques suivies de réactions. Mais partout, à des degrés divers, il y eut au moins des tentatives dans le sens de la démocratie. Par malheur, tous ces événements nous sont fort mal connus. Ce que nous y voyons de plus clair, cependant, c'est que le plus souvent ces mouvements politiques aboutirent à des résultats médiocres. De même que Lacédémone resta pour tous les Grecs le type à peu près unique d'une aristocratie relativement sage et modérée, de même la démocratie athénienne conserva, entre tous les gouvernements qui se formèrent sur le même type, une supériorité incontestée. Aristote, qui n'est pas un ami de la démocratie athénienne, le déclare en termes formels, qui méritent d'être rappelés. Après avoir raconté le renversement des Trente et l'amnistie décrétée par le peuple, il vante la beauté morale et la sagesse politique des réso-

lutions qui furent prises alors par la démocratie il admire surtout ce fait que, non content d'abolir toutes les poursuites individuelles, le peuple poussa la magnanimité jusqu'à se déclarer solidaire des dettes contractées par le gouvernement des Trente auprès de Lacédémone, et il ajoute : « Dans les autres cités, ceux qui établissent la démocratie, loin de sacrifier quoi que ce soit de leurs deniers, n'ont rien de plus pressé que de procéder au partage des terres¹. » D'où vient cette infériorité des autres démocraties grecques ? Il n'est pas très difficile d'en apercevoir plusieurs causes.

La première est dans le génie même des races. Il n'est pas douteux que le peuple athénien ne fût le plus civilisé, le plus harmonieusement cultivé des peuples grecs. Sa douceur et son intelligence naturelles, développées par l'habitude de la liberté, furent pour beaucoup dans sa modération. En outre, les circonstances le favorisèrent. La démocratie ne fut pas, à Athènes, une importation étrangère, brusquement introduite dans un organisme mal adapté, comme il arriva si souvent dans les autres cités : elle naquit peu à peu, comme un fruit naturel du sol attique, préparé d'abord par les réformes de Solon, aidé dans sa croissance par le gouvernement intelligent de Pisistrate, arrivant enfin à sa maturité avec Clisthène et Péri-

1. *Rép. Ath.*, 40, 3.

clès, au milieu des enthousiasmes généreux des guerres médiques. Enfin, la démocratie athénienne eut ce bonheur d'être assez forte, dès le début du v^e siècle, pour n'avoir plus à se raidir dans une lutte incessante contre les retours offensifs des ennemis intérieurs. Cela lui permit d'acquérir les qualités d'un gouvernement normal, le respect de la loi et le souci de la paix sociale. Elle arriva à l'équilibre dans la liberté démocratique, comme Lacédémone dans l'ordre aristocratique.

Les documents ne nous permettent pas de tracer un tableau complet des institutions démocratiques dans les diverses cités grecques, ni surtout de leur histoire. Il n'y a sans doute pas lieu de le regretter beaucoup. L'étude de ces institutions serait assez monotone, et l'histoire de leur évolution présenterait à coup sûr beaucoup de traits semblables. Ce qu'on voit partout, c'est le transfert du pouvoir de la naissance à la richesse, puis de la richesse à l'universalité des citoyens, sauf quelques réserves variables selon les temps et les lieux. Aristote, dans sa *Politique*, a montré, en outre, comment les démocraties ont oscillé des formes modérées et légales aux formes les plus capricieuses et les plus violentes. Il en fut de même d'ailleurs des oligarchies et des monarchies. Sans entrer à cet égard dans de longs détails, il suffira de prendre quelques exemples parmi les plus

caractéristiques et les plus complets que nous offre l'histoire grecque, et de montrer ainsi en quoi ces autres démocraties diffèrent de celle d'Athènes.

II. — Les démocraties dans la Confédération athénienne.

Dans les cités qui faisaient partie de l'empire athénien, le régime démocratique était de rigueur. S'il n'existait pas au début, il fut établi par Athènes à la première occasion. Nous avons vu qu'au moment où la confédération fut organisée, trois îles y occupèrent, à cause de leur importance, une situation privilégiée : Samos, Chios et Lesbos. Toutes trois avaient un gouvernement ou aristocratique ou du moins modérément démocratique. En 340, des difficultés s'élevèrent entre Samos et Athènes. Après une campagne victorieuse de Périclès, Samos perdit ses privilèges et reçut du même coup une constitution démocratique. Lesbos subit le même sort quelques années plus tard, après la révolte de Mitylène, en 428. Chios seule échappa au sort commun : c'était, dit Thucydide, une cité riche et sage, la mieux gouvernée de la Grèce, et la plus prudente avec Lacédémone¹. Elle avait un

1. VIII, 24, 4-5.

parti aristocratique puissant¹. Quand elle fit défection, en 412, le peuple, favorable aux Athéniens, n'osa pas se soulever contre les riches. Athènes, effrayée, fit en vain les plus grands efforts pour reconquérir la plus belle des cités de son empire : la fortune l'abandonnait, et la fin de la guerre du Péloponèse survint avant que la révolte de Chios pût être vengée, malgré quelques succès partiels et sans conséquence. Ainsi, la méfiance ordinaire d'Athènes à l'égard des gouvernements aristocratiques se trouvait justifiée par un exemple éclatant. On comprend donc la règle de conduite suivie par Athènes à l'égard des cités qu'elle voulait dominer. Elle en vint même à imposer la démocratie à des cités doriennes pour les forcer à entrer dans son empire maritime : c'est ce qu'elle fit pour la petite île de Mélos, en 418. On peut imaginer combien ces gouvernements démocratiques, maintenus surtout par une force étrangère, devaient être odieux aux aristocraties locales. L'auteur inconnu de la *République d'Athènes*, aristocrate lui-même avec passion, déclare que, si les procès criminels des alliés n'avaient pas été jugés par les Héliastes athéniens, les partisans d'Athènes dans les cités sujettes auraient été mis à mort par leurs ennemis². Ces sentiments étant réciproques,

1. VIII., 38, 5.

2. *Rép. Ath.*, 1, 16.

il est évident que des démocraties de cette sorte ne pouvaient être des modèles de bons gouvernements.

III. — Les autres démocraties de la Grèce propre.

Il en fut d'ailleurs à peu près de même des gouvernements démocratiques établis dans la Grèce propre en dehors de l'empire athénien. Partout, les partis opposés sont à peu près de même force, et l'équilibre, toujours précaire, ne se maintient que par des influences étrangères. Aussi, quand il vient à se rompre, les fureurs, longtemps contenues, éclatent avec violence, et toutes les révolutions, qu'elles se fassent dans un sens ou dans l'autre, ont à peu près le même caractère d'acharnement.

A Thèbes, l'aristocratie avait trahi la cause nationale au temps des guerres médiques. La défaite des Perses entraîna la chute des aristocrates, mais la démocratie à son tour, par ses fautes et ses fureurs, provoqua une nouvelle réaction; et il en fut ainsi à plusieurs reprises, selon que l'influence de Sparte ou d'Athènes était la plus forte chez les Thébains, jusqu'à la ruine définitive de la cité par Philippe de Macédoine.

Argos fut une des cités grecques où le gouvernement démocratique se maintint le plus long-

temps au v^e siècle, en haine de la suprématie spartiate. L'exemple d'Argos offre ceci de particulièrement intéressant que c'était une cité dorienne, et que la démocratie pourtant s'y développa spontanément. Il est vrai que le dorisme d'Argos paraît avoir été mélangé de fortes survivances achéennes. Là encore, chaque crise politique est accompagnée de violences. En 417, le peuple, qui vient de renverser les nobles, les exile ou les met à mort¹. Des discordes analogues ensanglantèrent la ville vers le temps de la bataille de Leuctres².

On pourrait multiplier ces exemples. Aristote en a signalé quelques-uns³. Mais l'exemple classique, pour ainsi dire, est celui de Corcyre, dont Thucydide a tracé un tableau inoubliable. Suivant son habitude, d'ailleurs, il a voulu mettre, dans cette peinture d'événements particuliers, quelque chose de plus que l'image de certaines circonstances accidentelles et contingentes : dans ce raccourci vigoureux, c'est tout un côté de la vie politique grecque qu'il a condensé ; il le dit expressément, et sa peinture prend ainsi une valeur générale et typique dont l'importance est d'autant plus grande que ni la clairvoyance ni l'impartialité de l'historien ne sauraient ici être

1. THUC., V, 82, 2.

2. DIODORE, XV, 40.

3. Notamment *Polit.*, p. 1302, B, 25-23.

soupçonnées. Il n'attaque pas un parti plus que le parti adverse, ni une ville de préférence à beaucoup d'autres. Il reconnaît dans les révolutions de Corcyre l'explosion d'un état général de haine et d'immoralité politique développé surtout par la guerre du Péloponèse, et c'est pour cela qu'il y insiste. En décrivant l'état d'esprit des Corcyréens, il décrit celui des partis dans beaucoup de cités, et il en tire une leçon générale de modération à l'adresse de tous les Grecs.

En 427, l'aristocratie corcyréenne essaya de ressaisir le pouvoir, qu'elle avait perdu depuis quelques années, et de rattacher Corcyre à l'alliance de Lacédémone. Une flotte péloponésienne parut devant la ville pour appuyer l'aristocratie; mais elle dut se retirer devant une flotte athénienne plus nombreuse. Le peuple triompha. Ce fut le signal de mille atrocités. Les principaux partisans de l'aristocratie s'étaient réfugiés dans le temple d'Héra. Une cinquantaine d'entre eux, s'étant rendus sous la promesse d'être jugés, furent aussitôt condamnés et mis à mort. Les autres se tuèrent les uns les autres ou se pendirent pour échapper aux mains de leurs ennemis. Pendant sept jours, les vainqueurs massacrèrent les vaincus, et toutes sortes de crimes privés, dit Thucydide, furent commis sous couleur de vengeance politique.

C'était la première fois qu'on voyait en Grèce une

guerre civile aussi sauvage, mais ce ne devait pas être la dernière : sous la double impulsion des haines politiques et de la guerre extérieure, toutes les vieilles maximes de la morale furent ébranlées. Les aristocrates, sous prétexte de défendre le bon ordre, le peuple, en faisant sonner le beau mot d'égalité, se donnèrent toute licence, et chaque parti, en réalité, ne chercha plus qu'à s'assurer la victoire par tous les moyens, quels qu'ils fussent¹.

Corcyre, colonie de Corinthe, passait pour doriennne, comme sa métropole. Mais on sait que toutes les villes doriennes renfermaient une forte proportion d'anciens habitants du pays, de race achéenne. Corcyre, cité insulaire, issue d'une métropole maritime, devait avoir, pour toutes ces raisons, une population fort composite. C'est là un caractère qu'Aristote signale comme contraire en général aux conditions d'un bon gouvernement. Est-ce pour cela que les troubles de Corcyre furent d'une violence si atroce ? Le récit de Thucydide semble indiquer que le mal avait des causes plus générales.

Au milieu de ces horreurs, il convient de faire une place à part à une démocratie d'un caractère assez original, celle de Mantinée, en Arcadie².

1. THUCYDIDE, III, 82.

2. Cf. la belle étude de G. Fougères, *Mantinée et l'Arcadie orientale*, 1898.

L'Arcadie était comme la Suisse de la Grèce ancienne, cette Europe en miniature. Les populations arcadiennes n'étaient ni doriennes ni ioniennes : les Grecs les appelaient éoliennes, nom vague, qui désignait tous ces restes des populations primitives de la Grèce qu'on ne pouvait rattacher ni aux conquérants doriens ni aux Ioniens de l'archipel et des côtes. Enfermés dans leurs montagnes et dans leurs hautes vallées, les populations de l'Arcadie avaient vu passer l'invasion doriennne, mais avaient échappé à la conquête. Les montagnards arcadiens, pasteurs et bûcherons, rudes et pauvres, émigraient volontiers et se louaient comme mercenaires quand la montagne ne suffisait plus à nourrir une population trop prolifique. Les habitants des hautes vallées étaient agriculteurs. La terre était fertile et l'eau abondante, mais il fallait se défendre sans cesse contre les inondations, rendues fréquentes par la difficulté que trouvaient les ruisseaux à se tracer un passage à travers une ceinture de montagnes continues. On n'y parvenait qu'au prix de beaucoup d'efforts et de bonne entente. Dans ces vallées resserrées, très peuplées, il n'y avait pas de place pour de grands domaines : la population se composait de propriétaires paysans, qui tiraient de leurs terres de quoi vivre à l'aise. A une époque reculée, ces vallées semblent avoir été sous la

like the Swiss.

domination des seigneurs minyens d'Orchomènes. Après la chute des Minyens, les habitants de la région qui devait constituer plus tard la cité de Mantinée formaient une réunion de cinq dèmes autonomes, mais délibéraient ensemble sur certaines affaires communes. Pendant longtemps, ils n'éprouvèrent même pas le besoin d'organiser une cité proprement dite, concentrée dans une ville unique. Quand ils avaient besoin de se réunir pour délibérer, ils se rendaient auprès d'un vieil oracle de Poscidon Hippios, en un lieu qui s'appelait Mantinée (μάντις, devin). Le nom de Mantinée figure déjà dans le catalogue de l'*Iliade*¹, mais il désigne l'ensemble du territoire occupé par les dèmes mantinéens. Cette confédération de paysans eut de bonne heure en Grèce la réputation d'un peuple religieux, simple de mœurs, hospitalier et doux. L'*Iliade* accole au nom de Mantinée l'épithète d'« aimable ». Ils cultivaient la musique et l'orchestique. Les femmes jouaient un grand rôle dans la religion mantinéenne comme prophétesses et prêtresses inspirées, et ce n'est pas sans raison que Platon attribue à une Mantinéenne, Diotime, les plus beaux discours du *Banquet*. Dès le milieu du VI^e siècle, c'est un Mantinéen, Démonax, qui est désigné par la Pythie comme le sage le plus capable de rendre la paix

1. *Iliade*, II, 607.

character

intérieure aux Cyrénéens, troublés par des discordes¹. Malgré des querelles fréquentes avec leurs voisins de Tégée, malgré la surveillance parfois jalouse et incommode de Sparte, les Mantinéens restèrent jusqu'au v^e siècle dans cet état politique primitif, qui suffisait à leurs ambitions modestes. C'est seulement, semble-t-il, vers 460, sous l'influence d'Argos, que la confédération mantinéenne opéra ce que les Grecs appelaient un *synécisme* (συνοικισμός), c'est-à-dire sa concentration en une cité unique par la fondation d'une ville proprement dite. Celle-ci prit le nom de Mantinée, du lieu où elle s'établit². Elle fut entourée de murailles et devint comme la citadelle avancée de l'esprit démocratique dans le Péloponèse, en face du dorisme de Sparte. On trouve dès lors Mantinée en relations étroites avec toutes les puissances ennemies de Sparte et de l'aristocratie, notamment avec Argos et Athènes.

Toute son histoire, pendant un siècle, n'est qu'un long effort pour défendre son autonomie contre Lacédémone. Elle y réussit assez bien pendant tout le v^e siècle et finit même par étendre sa domination sur l'Arcadie occidentale ; mais, au début du iv^e siècle, elle subit de terribles vicissitudes. En 385, écrasée par le roi de Sparte Agési-

1. HÉRODOTE, IV, 161.

2. Cf. Fougères, ouv. cité, p. 372-378.

polis après un siège qui la mit en ruines, elle fut traitée par ses vainqueurs avec un acharnement de haine qui montrait assez la crainte qu'elle avait su leur inspirer. Non seulement la ville fut rasée, mais encore l'unité de la cité fut détruite et les habitants renvoyés à leurs dèmes ruraux, entre lesquels tout lien politique fut rompu ; chacun d'eux, censé autonome, fut en réalité réduit à recevoir docilement les ordres de Sparte par l'intermédiaire d'une aristocratie laconisante. Xénophon, grand adversaire de la démocratie et admirateur passionné de Sparte, trouva que les choses étaient ainsi pour le mieux et félicita les Mantinéens d'être débarrassés de leurs démagogues¹. Mais cette suppression violente d'une cité libre parut à la plupart des Grecs, et même au modéré Isocrate, un des plus terribles exemples de cette brutalité spartiate qui allait se manifestant chaque jour davantage et qui révoltait la conscience hellénique. Cet état de choses dura jusqu'à la bataille de Leuctres, en 471. Le premier soin d'Épaminondas, vainqueur des Spartiates, fut de favoriser le réveil de leurs ennemis. Les Mantinéens, appuyés par Athènes, rétablirent le synécisme et relevèrent leur ville. La démocratie triompha même à Tégée, et l'Arcadie tout entière, sous la vigoureuse impulsion du Mantinéen Lycomède,

1. *Hellén.*, V, 2, 7.